



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 JUIN 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1835

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 7 juin courant, 1900, de nommer MM. Ferdinand Bernier, Charles Pagé et Charles Turbi, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Patrice de la Pentecôte, comté de Saguenay, en remplacement de MM. Joseph Poupe, John Symet et Elzéar DeRoy, absents de la municipalité.

2383

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1900, de nommer MM. Tancrède Jean Oscar Grondin, avocat, et Charles Montgomery Wright, de la cité de Hull, conjointement shérif du district d'Ottawa.

2387

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th JUNE, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1836

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June instant, 1900, to appoint Messrs. Ferdinand Bernier, Charles Pagé and Charles Turbi, school commissioners for the municipality of Saint Patrice de la Pentecôte, county of Saguenay, to replace Messrs. Joseph Poupe, John Symet and Elzéar DeRoy, absent from the municipality.

2384

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of May, 1900, to appoint Messrs. Tancrède Jean Oscar Grondin, advocate, and Charles Montgomery Wright, of the city of Hull, joint sheriff of the district of Ottawa.

2388

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **A**TTENDU qu'en vertu de l'article 2499 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété que, lorsqu'il le juge convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté, cité ou ville respectivement, où ces cours peuvent être établies, comme suit : cour de magistrat pour le comté de, OU la cité de, OU la ville de (SUIVANT LE CAS, NOMMANT LE COMTE, LA CITE OU LA VILLE), si plus d'une de ces cours sont établies pour un comté, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom du lieu, du village, de la cité ou de la ville où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie comme suit : La cour de magistrat pour le comté de (NOMMANT LE COMTE) à (NOMMANT LE VILLAGE, LA VILLE, LA CITE OU LE LIEU).

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, pour la bonne administration de la justice, et conformément à l'article 2499 ci-dessus cité, d'établir une cour de magistrat, à Mistassini, pour le comté de Lac Saint-Jean, laquelle sera désignée sous le nom de "Cour de Magistrat pour le comté de Lac Saint-Jean, à Mistassini", et devra être tenue dans la salle du conseil municipal, No 3, rue Saint-Antoine.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons comme suit, savoir :

Qu'une cour de magistrat pour le comté de Lac Saint-Jean, à Mistassini est et sera établie.

De tout ce que dessus tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conformer en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2403

Assistant secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT :

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **W**HEREAS under the provisions of article 2499 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the lieutenant governor in council, whenever he thinks proper, may, by proclamation, establish, in and for any county, city or town in this province, one or more magistrate's courts to be designated according to the respective counties, cities or towns wherein the same may be established, as follows : as magistrate's court for the county of, OR the city of, OR the town of (AS THE CASE MAY BE, NAMING THE COUNTY, CITY OR TOWN,) where more than one such court is established for a county, then each, after the first, shall be further designated by the name of the place, village, city or town where such court may, by proclamation or order of the lieutenant governor in council, be established as follows : The magistrate's court for the county of (NAMING THE COUNTY) at (NAMING THE TOWN, VILLAGE, CITY OR PLACE) ;

AND WHEREAS we have thought proper, for the good administration of justice, and in compliance with article 2499 hereinabove cited, to establish a district Magistrate's Court, at Mistassini, for the county of Lake Saint John, which court shall be known and designated as follows : "Magistrate's Court for the county of Lake Saint John, at Mistassini", and which shall be held in the municipal council hall, No. 3, Saint Antoine street.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ordered and decreed, and by these presents We do order and decree as follows, to wit :

That a Magistrate's Court for the county of Lake Saint John, at Mistassini, is and shall be established.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

2404

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **A**TTENDU que Frank
Proc.-Géné. } Wabay est accusé
 d'avoir tué Thomas McCabe, le ou vers le onzième
 jour de mai dernier (1900), sur la rivière Lièvre,
 dans le district d'Ottawa ou ses environs, dans la
 province de Québec ;

Que le dit Frank Wabay est un criminel fugitif
 qui n'a pas encore été arrêté.

A CES CAUSES, une récompense de DEUX
 CENTS PIASTRES est offerte et sera payée à qui-
 conque arrêtera ou fera arrêter le dit Frank Wabay,
 ou donnera des renseignements de nature à faire
 découvrir et arrêter le dit Frank Wabay.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
 présentes Lettres Patentes, et à icelles
 fait apposer le grand Sceau de Notre
 Province de Québec : TÉMOIN, Notre
 Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable
 LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouver-
 neur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
 cité de Québec, dans Notre dite Province
 de Québec, ce ONZIÈME jour de
 JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur
 mil neuf cent, et de Notre Règne la
 soixante et troisième.

Par ordre,

2401 **JOS. BOIVIN,**
 Assistant-Secrétaire Provincial.

Canada }
 Province de }
 Québec }
 [L. S.] } **L. A. JETTÉ.**

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du
 Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
 Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs
 de la Province de Québec, et à Nos Membres élus
 pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre
 dite Province, sommés et appelés à une Assemblée
 de la Législature de Notre dite Province, qui
 devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de
 Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI
 dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent,
 et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de
 la Province de Québec, se trouve convoquée
 pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MAI
 mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il
 vous était enjoint d'être présents en notre cité de
 Québec ;

MAINTENANT QUE, pour diverses
 causes et considérations, et pour le plus grand
 aise et la plus grande commodité de Nos
 bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable,
 par et au l'avis de Notre Conseil Exécutif
 de la Province de Québec, de vous exempter, et
 chacun de vous, d'être présents au temps susdit,
 vous convoquant et par ces présentes vous enjoig-
 nant, et à chacun de vous, de vous trouver avec
 nous, en notre Législature de Notre dite Province, en
 Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEPTIÈME
 jour du mois de JUILLET prochain, et y agir
 comme il droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MAN-
 QUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos
 présentes Lettres Patentes, et à icelles
 fait apposer le grand Sceau de Notre dite
 Province de Québec : TÉMOIN, Notre
 Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS
 AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouver-
 neur de la Province de Québec.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **W**HEREAS Frank
Atty.-Genl. } Wabay is charged
 with having killed Thomas McCabe, on a about the
 eleventh day of May last (1900), on the river Lièvre,
 in the district of Ottawa or its environs, in the
 province of Quebec ;

And the said Frank Wabay is a fugitive criminal
 who has not been arrested yet.

NOW KNOW YE that a reward of TWO
 HUNDRED DOLLARS is offered and will be paid
 to whosoever will arrest the said Frank Wabay, or
 cause him to be arrested, or will give such infor-
 mation as will lead to the arrest and apprehen-
 sion of the said Frank Wabay.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
 Our Letters to be made Patent and the
 Great Seal of Our Province of Quebec
 to be hereunto affixed : WITNESS, Our
 Right Trusty and Well-Beloved the
 Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieuten-
 ant Governor of the Province of Que-
 bec

At Our Government House, in Our City of
 Quebec, in Our said Province of Quebec,
 this ELEVENTH day of JUNE,
 in the year of Our Lord, one thousand
 nine hundred, and in the sixty-third
 year of Our Reign.

By Command,

2402 **JOS. BOIVIN,**
 Assistant Provincial Secretary.

Canada }
 Province of }
 Quebec }
 [L. S.] } **L. A. JETTÉ.**

VICTORIA, by the Grace of God, of the United
 Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,
 Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Coun-
 cillors of the Province of Quebec, and the Mem-
 bers elected to serve in the Legislative Assembly
 of Our said Province, and summoned and called
 to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-
 vince, at Our City of Quebec, on the TWENTY-
 NINTH day of the month of MAY, in the
 year of Our Lord, one thousand nine hundred,
 you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the
 Province of Quebec, stands prorogued to the
 TWENTY-NINTH day of the month of MAY, one
 thousand nine hundred, at which time, at Our
 City of Quebec, you were held and constrained to
 appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and consi-
 derations, and taking into consideration the great
 ease and convenience of Our loving subjects, we
 have thought fit, by and with the advice of Our
 Executive Council of the Province of Quebec, to
 relieve you and each of you, of your attendance at
 the time aforesaid, hereby convoking and by those
 presents enjoining you and each of you, that on
 SATURDAY, the SEVENTH day of the
 month of JULY next, you meet Us, in Our
 Legislature of the said Province, at Our city of
 Quebec, and therein to do as may seem necessary.
 HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
 Our Letters to be made Patent and the
 great Seal of Our said Province of Quebec,
 to be hereunto affixed. WITNESS, Our
 Trusty and Well-Beloved the Honorable
 LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant
 Governor of the Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
1559 Québec.

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6952.

Aylwin

Lot 23, du 8ème rang, à Geo. A. Anderson.
Lots 21 et 22, du 8ème rang, à Samuel Anderson.

Adj. 6702.

Wolfe

Lot 35, du 3ème rang, à Carisse Larance.
E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries,
Québec, 12 juin 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6953.

Bulstrode.

La ½ est du lot 25, du 2e rang, à Frs. Fournier.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 14 juin 1900.

2389

DEPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 11 juin 1900.

Les élèves de l'Ecole Polytechnique de Montréal, dont les noms suivent, ont obtenu le diplôme d'ingénieur civil, avec les mentions ci-après indiquées :

Mr. Louis Euclide Côté, de Saint-Hyacinthe, avec grande distinction.

Mr. L. Henri Charlebois, de Montréal, d'une manière satisfaisante.

Publié en conformité de l'article 20 du chapitre 23, du 57 Victoria, amendé par le chapitre 26 de 58 Victoria.

JOS. BOIVIN,
2377 Assistant secrétaire de la province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY-SECOND day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
1560 Québec.

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6952.

Aylwin

Lot 23, in the 8th range, to Geo. A. Anderson.
Lots 21 and 22, in the 8th range, to Samuel Anderson.

Adj. 6702.

Wolfe

Lot 35, in the 3rd range, to Carisse Larance.
E. E. TACHE,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries,
Quebec, 12th June, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6953.

Bulstrode.

East ½ of lot 25, in the 2nd range, to Frs. Fournier.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 14th June, 1900.

2390

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Quebec, 11th June, 1900.

The students of the Montreal Polytechnic School whose names follows, have obtained at the competition of 1897, the diploma of civil engineer, with the standing hereinafter mentioned :

Mr. Louis Euclide Côté, of Saint-Hyacinthe, with great distinction.

Mr. L. Henri Charlebois, of Montreal, satisfactory.

Published pursuant to article 20 of chapter 23, Victoria 57, amended by Victoria 58, chapter 26.

JOS. BOIVIN,
2378 Assistant provincial secretary.

No 1150.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1900, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Gendreau", le canton de ce nom, situé dans le comté de Pontiac, avec les mêmes limites qui lui sont assignées comme tel canton par la proclamation en date du 16 octobre 1890.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1900.

No 741.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1900, de détacher de la municipalité scolaire de Port-Daniel-Est, comté de Bonaventure, le territoire suivant, savoir : vers le nord par l'arrière ligne du township de Port-Daniel ; vers l'est, par la ligne qui sépare le comté de Bonaventure de celui de Gaspé ; vers le sud, par la Baie des Chaleurs ; vers l'ouest, par la ligne est du terrain actuellement appartenant au sieur Hippolyte Vignet, dans la partie ouest du lot E, pour le premier rang N^o 10 du cadastre de la municipalité de Port-Daniel-Est, par la ligne qui sépare les lots quatre et cinq dans les IIIe et IVe rangs et par la ligne qui sépare les lots trente-et-un et trente-deux dans les autres rangs jusqu'à la limite nord du dit township de Port-Daniel ; et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "l'Anse aux Gascons."

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1900.

No. 460.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 7 juin courant, 1900, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "La Providence," le nouveau village de ce nom, dans le comté de Saint-Hyacinthe, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 28 décembre 1899.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1900.

No. 1170.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1900, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "Sainte-Sabine," la paroisse de ce nom, dans les comtés de Missisquoi et Iberville, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 16 décembre 1893.

Cette érection prendra effet le 1er juillet 1900.

No. 518.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant 1900, de détacher de la municipalité

No. 1150.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June instant, 1900, to erect into a distinct school municipality, by the name of "Gendreau", the township of that name, situated in the county of Pontiac, with the same limits which are assigned to it as such township, by the proclamation dated the 16th of October, 1890.

This erection to take effect only on the 1st of July next, 1900.

No. 741.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June instant, 1900, to detach from the school municipality of Port Daniel East, county of Bonaventure, the following territory, to wit : On the north, by the rear line of the township of Port Daniel ; on the east, by the line which separates the county of Bonaventure from that of Gaspé ; on the south, by the Baie des Chaleurs ; on the west, by the east line of the land actually belonging to Mr Hippolyte Vignet, in the west part of lot E, for the first range No. 310, of the cadastre of the municipality of Port Daniel East, by the line which separates lots four and five in the III and IV ranges and by the line which separates lots thirty-one and thirty-two in the other ranges to the northern limit of the said township of Port Daniel ; and to erect this territory into a distinct school municipality, under the name of "l'Anse aux Gascons."

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1900.

No. 460.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 7th of June instant, 1900, to erect into a school municipality, under the name of "La Providence," the new village of that name, in the county of Saint Hyacinth, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 28th of December last, 1899.

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1900.

No 1170.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June instant, 1900, to erect into a distinct school municipality, under the name of "Sainte Sabine," the parish of that name, in the counties of Missisquoi and Iberville, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 16th of December, 1893.

This erection will take effect only on the 1st of July, 1900.

No. 518.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 7th June instant, 1900, to detach from the school muni-

scolaire de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi, le "Village de Sainte-Anne", avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 5 décembre 1893, et d'ériger le susdit village en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Sainte-Anne", comté de Chicoutimi.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1900. 2381

No 2856.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Changement de limites de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1900, de détacher de la municipalité scolaire de "Stanbridge-Est", comté de Missisquoi, érigée par arrêté en conseil du 6 février 1900, les lots 11 et 12 du 1^{er} rang du canton de Stanbridge, pour les annexer de nouveau à la municipalité de Bedford, même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1900. 2385

La compagnie "The Golden Placer and Quartz Mining Company, (Limited)", a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificat d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est au village de Knowlton, dans le comté de Brome.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations, ou procédures exercées contre elle, est Herman N. Holland, écuyer, du village de Knowlton, dans le comté de Brome, secrétaire trésorier de la compagnie.

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la province.

Département du secrétaire de la province.

Québec, 9 juin 1900. 2407

No. 2287.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande d'érection d'une municipalité scolaire pour les protestants seulement.

Eriger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "municipalité scolaire protestante de Shawbridge," dans le comté de Terrebonne, les dissidences de Saint-Jérôme, Saint-Sauveur, et de Saint-Hippolyte, dans le dit comté de Terrebonne. 2357-2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 18 juin 1900, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissionaire.

Département des Terres.

Forêts et Pêcheries.

12 avril 1900. 1587-5

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.

BOIS ET FORÊTS.

Québec, 2 juin 1900.

La vente de limites dont avis est ci-après donné,

municipality of Sainte Anne, county of Chicoutimi, the "Village of Sainte Anne", with the same limits which are assigned to it, by the proclamation dated the 5th of December, 1893, and to erect the said village into a distinct school municipality, by the name of "Village of Sainte Anne", county of Chicoutimi.

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1900. 2382

No. 2856.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Changing of limits of school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June instant, 1900, to detach from the school municipality of Stanbridge East, county of Missisquoi, erected by order in council of the 6th of February, 1900, lots 11 and 12 of the 1st range of the township of Stanbridge, to reannex them, for school purposes, to the municipality of Bedford, same county.

This annexation, is to take effect only on the first of July next, 1900. 2386

The Golden Placer and Quartz Mining Company, (Limited), has been authorized to sell, or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock's certificate, debentures and other securities.

The head office, in the province, is at the village of Knowlton, in the county of Brome.

Its chief agent, for the purpose of receiving service, in proceedings against it, is Herman N. Holland, esquire, of the village of Knowlton, in the county of Brome, the secretary treasurer of the company.

JOS. BOIVIN,

Assistant provincial secretary.

Provincial Secretary's Department.

Quebec, 9th June, 1900. 2408

No 2287.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

NOTICE

of erection of a school municipality for protestants only.

Application is made to erect into a separate school municipality, for protestants only, by the name of "Protestant School Municipality of Shawbridge", in the county of Terrebonne, the dissidents of Saint Jérôme, Saint Sauveur, and of Saint Hippolyte, in the said county of Terrebonne. 2358

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullrse of the province of Quebec, shall meet at Hull, P. Q., on the 18th June, 1900, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,

Forests and Fisheries.

12th April, 1900. 1588

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 2nd June, 1900.

The sale of limits as per accompanying advertise-

commencée le 30 mai 1900, a été ajournée jusqu'au
MARDI, 26 JUIN 1900, à ONZE heures A. M.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries.

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET
PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 27 janvier 1900.

Avis est par le présent donné que, conformément
aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus
de la province de Québec, les limites à bois ci-après
désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins,
et dans l'état où elles sont actuellement, seront
offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commis-
saire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette
ville, le MARDI, 26 JUIN 1900, à ONZE heures
de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur.—Bloc A, rang 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S.
No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S.
No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 8, 25 m.

Bloc A, rang 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N.
No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 8, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ N. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m.

Bloc A, rang 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N.
No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N.
No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 9, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ S. No 9, 25 m.

Bloc A, rang 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 10, 25 m. ; rang 2 : $\frac{1}{2}$ N. No 12,
25 m.

Rivière Ottawa.—No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ;
No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 596, 19 m. ; No
57, Stag Creek, 8 m. ; No 400, lac Temiscamingue
12 $\frac{1}{2}$ m. ; No 428, lac Temiscamingue, 25 m. ; No 366,
Rivière Noire, 9 m.

Rivière Gatineau.—No 626, 35 m. ; No 622, 30
m. ; No 618, 46 m. ; No 617, 56 m. ; No 616, 35 $\frac{1}{2}$
m. ; No 625, 48 $\frac{1}{2}$ m. ; No 624, 42 $\frac{1}{2}$ m. ; No 623,
46 $\frac{1}{2}$ m. ; No 621, 39 $\frac{1}{2}$ m. ; No 620, 32 m. ; No 619,
41 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière Gatineau, 87 A, 11 m.

Ottawa Inférieur.—Rivière du Lièvre, branche
N. E., No 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ; rivière du Lièvre, branche
N. E., No 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; Lac Némiskachingue, 25 m. ;
canton Wentworth, No 4, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Saint-Maurice.—Manouan A. S., 50 m. ; Arrière
Manouan A. S., 40 m. ; Arrière Vermillion 7 N., 40 m. ;
Arrière Vermillion B. N., 45 m. ; Arrière Saint-Mau-
rice C, 25 m. ; Arrière Saint-Maurice D, 42 m. ;
Arrière Saint-Maurice E, 50 m. ; Arrière Flamand 1
Nord, 26 m. ; Arrière Flamand 2 Nord, 50 m. ; Arrière
Manouan 2 Sud, 44 m. ; Manouan 3 Nord, 35 m. ;
Arrière Manouan 3 Nord, 30 m. ; Arrière Manouan
4 Nord, 30 m. ; Manouan 4 Nord, 50 m. ; Manouan
8 Sud, 50 m. ; Manouan 9 Sud, 35 m. ; Arrière
Manouan C Nord, 50 m. ; Arrière Manouan D
Nord, 50 m. ; Ile Bostonnais, 10 m. ; Bostonnais
moitié 2 Nord, 25 m. ; Bostonnais 3 Nord, 41 m. ;
Rivière Saint-Maurice No 12 Est, 40 m. ; Rivière
Saint-Maurice No 13 Est, 73 m. ; Rivière Windigo :
No 1 Est, 50 m. ; No 2 Est, 50 m. ; No 3 Est, 50
m. ; No 4 Est, 50 m. ; No 5 Est, 62 $\frac{1}{2}$ m. ; No 1
Ouest, 42 m. ; No 2 Ouest, 54 m. ; No 3 Ouest, 55
m. ; No 4 Ouest, 57 m. ; Rivière Grande Pierrière
No 1, 42 m. ; Rivière Petite Pierrière, No 1, 30 $\frac{1}{2}$
m. ; Rivière Petite Pierrière No 2, 50 m. ; Rivière
Windigo branche N. E., No 1, 47 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière

ment, commenced on the 30th of May, 1900, has
been adjourned to TUESDAY, the 26th of JUNE,
1900, at ELEVEN o'clock A. M.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands, Forests and Fisheries.

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND
FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 27th January, 1900.

Notice is hereby given that, conformably to sec-
tions 1334, 1335 and 1336 of the consolidated sta-
tutes of the province of Québec, the timber limits
hereinafter mentioned, at their estimated area,
more or less, and in their present state, will be
offered for sale at public auction, in the Department
of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on
TUESDAY, the 26th day of JUNE, 1900, at
ELEVEN o'clock A. M.

Upper Ottawa.—Bloc A, range 6th : $\frac{1}{2}$ N. No. 1,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No.
3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25
m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$
N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 8,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 8, 25 m.

Block A, range 5 : $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S.
No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N.
No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 8, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ N. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 7, 25 m.

Bloc A, range 4th : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S.
No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S.
No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 7, 25 m. ;
 $\frac{1}{2}$ N. No. 9, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 9, 25 m.

Block A, range 3 : $\frac{1}{2}$ S. No. 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 12,
25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 10, 25 m. ; range 2 : $\frac{1}{2}$ N. No. 12,
25 m.

Ottawa River.—No. 98, 50 m. ; No. 99, 50 m. ;
No. 100, 50 m. ; No. 101, 50 m. ; No. 596, 19 m. ;
No. 57, Stag Creek, 8 m. ; No. 400, Lake Temisca-
mingue, 12 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 428, Lake Temiscamingue,
25 m. ; No. 366 Black River, 9 m.

Gatineau River.—No. 626, 35 m. ; No. 622, 30
m. ; No. 618, 46 m. ; No. 617, 56 m. ; No. 616, 35 $\frac{1}{2}$
m. ; No. 625, 48 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 624, 42 $\frac{1}{2}$ m. ; No.
623, 46 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 621, 39 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 620, 32 m. ;
No. 619, 41 $\frac{1}{2}$ m. ; River Gatineau, 87 A, 11 m.

Lower Ottawa.—Rivière du Lièvre, Branch N.
E., No. 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière du Lièvre, Branch N.
E., No. 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; Lake Némiskachingue, 25 m. ;
township Wentworth No. 4, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Saint Maurice.—Manouan A. S., 50 m. ; Rear
Manouan A. S., 40 m. ; Rear Vermillion 7 N., 40
m. ; Rear Vermillion B. N., 45 m. ; Rear Saint
Maurice C, 25 m. ; Rear Saint Maurice D, 42 m. ;
Rear Saint Maurice E, 50 m. ; Rear Flamand 1
North, 26 m. ; Rear Flamand 2 North, 50 m. ; Rear
Manouan 2 South, 44 m. ; Manouan 3 North, 35 m. ;
Rear Manouan 3 North, 30 m. ; Rear Manouan 4
North, 30 m. ; Manouan 4 North, 50 m. ; Manouan
8 South, 50 m. ; Manouan 9 South, 35 m. ; Rear
Manouan C North, 50 m. ; Rear Manouan D North,
50 m. ; Bostonnais Island, 10 m. ; half Boston-
nais 2 North, 25 m. ; Bostonnais 3 North, 41 m. ;
River Saint Maurice No. 12 East, 40 m. ; River
Saint Maurice No. 13 East, 73 m. ; River Windigo
No. 1 East, 50 m. ; No. 2 East, 50 m. ; No. 3 East,
50 m. ; No. 4 East, 50 m. ; No. 5 East, 62 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 1
West, 42 m. ; No. 2 West, 54 m. ; No. 3 West,
55 m. ; No. 4 West, 57 m. ; River Grande Pier-
rière No. 1, 42 m. ; River Petite Pierrière, No. 1,
30 $\frac{1}{2}$ m. ; River Petite Pierrière No. 2, 50 m. ;
River Windigo branch N. E., No. 1, 47 $\frac{1}{2}$ m. ;

Windigo, branche N. E., No 2, 40 m.; Rivière Trenché : No 3 Ouest, 50 m.; No 4 Ouest, 50 m.; No 5 Ouest, 62 m.; No 6 Ouest, 50 m.; No 3 Est, 50 m.; No 4 Est, 50 m.; No 5 Est, 59 m.; No 6 Est, 50 m.; Rivière Croche No 5 Ouest, 46 m.; Rivière Croche No 5 Est, 50 m.; Rivière Croche 6, 16½ m.; Arrière Mattawin No 3 Sud, 50 m.; Grande Pierriche, No 2, 50 m.; Grande Pierriche A, 37½ m.; Grande Pierriche B, 41 m.; Petite Pierriche, No 3, 50 m.; Arrière Windigo No 3 Est, 50 m.

Gaspé Centre.—Arrière Dartmouth Nord, 35 m.; blocs 12 et résidu de 10, 11, 14 et 15, 22 m.; résidu des blocs 15 et 17, 10 m.; blocs 13, 23 et 24, 10½ m.; bloc 21, 8 m.; bloc 22, 8 m.; blocs 25 et 26, 10½ m.; bloc 27, 8 m.; bloc 28, 8 m.; bloc 29, 8 m.; bloc 30, 8½ m.; blocs 35 et 36, 10½ m.; résidu des blocs 34 et 39, 14 5/32 m.; bloc 33, 8 m.; blocs 37, 47 et 48, 11 1/5 m.; résidu bloc 41, 5 m.; résidu des blocs 49, 50, 51, 45, 46 et 52, 14 m.; résidu des blocs 59, 60, 61 et 62, 16 m.; résidu des blocs 56, 57 et 58, 16 m.; Sydenham Sud, 11 m.; canton York No 1, 10 m.; canton York No 2, 36 m.;

Bonaventure Ouest.—Rivière Escuménac Nord No. 1, 12 m.; Lac Patapédia, 33 m.; Rivière Nouvelle No 1, 50 m.; Rivière Nouvelle No 2, 50 m.; Rivière Nouvelle No 4, 16 m.; Rivière Nouvelle No 5, 11 m.; Rivière Nouvelle No 6, 15 m.; Grande Cascapédia : No 1, 14½ m.; No 2, 21 m.; No 3, 21 m.; No 4, 18 m.; No 5, 30½ m.; No 6, 33½ m.; No 7, 18 m.; Turner's Brook, 32 m.; Joshua Brook, 27 m.; Petite Cascapédia : No 1, 15 m.; No 2, 28 m.; canton Mann : No 1, 4½ m.; No 2, 3½ m.; No 3, 3½ m.; No 4, 4½ m.; No 5, 6 m.; Clarke's Brook No 2, 4 m.; Flatlands Brook No 2, 3½ m.; canton Ristigouche, 2 7/10 m.; Rivière André, branche Ouest No 2, 3½ m.; Petite Rivière, milieu Ouest, 11½ m.; Stuart Brook : No 1, 1½ m.; No 2, 10½ m.; Rivière Skimenac, branche Ouest, 5½ m.; Rivière Skimenac, branche Sud, 9½ m.; canton Angers No 2, 8 m.; Mann Brook Est, 7 m.; canton Carleton No 5, 3½ m.; canton Nouvelle No 2 Ouest, 7½ m.; Rivière Patapédia No 1 Est, 28 m.; Ruisseau Tom Ferguson, 33 m.; Indian Brook 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brook, 38 m.; canton Matapédia No 1, 28 m.; Beaver Brook, 4½ m.; Jonathan Brook, 13 m.

Lac Saint-Jean centre.—Canton Caron No 1, 5 m.; canton Caron No 2, 8½ m.; canton Taillon No 44, 27½ m.; canton Dequen No 152, 8 m.; canton Dequen No 153, 16 m.

Lac Saint-Jean Ouest.—2e rang : No 5, 35 m.; No 7, 23½ m.; No 8, 25 m.; 3e rang : No 5, 34 m.; No 6, 30 m.; No 9, 26½; canton Charlevoix No 1, 12½ m.; canton Dolbeau No 1, 18 m.; Rivière Peribonka, No 125, 40 m.; Rivière Peribonka, No 127, 50 m.; canton Ross No 3, 9 m.; No 4, 21 m.; No 5, 24 m.; rivière Ouatichouianish, No 1 11 m.

Lac Saint-Jean Nord-Ouest.—1er rang : No 1, 1 m.; 2e rang : No 2, 22 m.; 3e rang : No 2, 19 m.; 4e rang : No 1, 33 m.

Lac Saint-Jean Est.—Canton Laterrière No 1, 4 m.; No 18, sud du lac Kenogami, 16 m.; canton Boileau, 23 m.; canton Taché, 22 m.; canton Bourget, 27 m.

Gaspé Ouest.—Canton Duchesnay Est, 30 milles; canton Duchesnay Ouest, 37 milles; canton Christie Est, 23½ milles; canton Christie Ouest, 31 milles; canton Tourelle Est, 42 milles; canton Tourelle Ouest, 32 milles.

Rimouski Est.—Canton Saint-Denis, 11½ m.; canton McNider, No 4½ m.; canton Matane, No 3, 6½ m.

Grandville.—Canton Chabot, No 1, 11½ m.; canton Chabot, No 2, 6 m.; Rivière Noire, No 47, 33½ m.

Montmagny.—Canton Mailloux, No 2, 2 7/10 m.; Rolette et Roux sud, 8 1/5 m.; canton Bellechasse, 8 m.

Gaspé Est.—Rivière Port Daniel Centre, 12 m.; seigneurie de Pabos, 10 m.; canton Rameau No 2, 21 m.

River Windigo, branch N. E., No. 2, 40 m.; River Trenché No. 3 West, 50 m.; No. 4 West, 50 m.; No. 5 West, 62 m.; No. 6 West, 50 m.; No. 3 East, 50 m.; No. 4 East, 50 m.; No. 5 East, 59 m.; No. 6 East, 50 m.; Rivière Croche, No. 5 West, 46 m.; Rivière Croche, No. 5 East, 50 m.; Rivière Croche 6, 16½ m.; Rear Mattawin No. 3 South, 50 m.; Grande Pierriche, No. 2, 50 m.; Grande Pierriche A, 37½ m.; Grande Pierriche B, 41 m.; Petite Pierriche, No. 3, 50 m.; Rear Windigo, No. 3 East, 50 m.

Gaspé Centre.—Rear Dartmouth North, 35 m.; blocks 12 and residue of 10, 11, 14 and 15, 22 m.; residue of blocks 15 and 17, 10 m.; blocks 13, 23 and 24, 10½ m.; block 21, 8 m.; block 22, 8 m.; blocks 25 and 26, 10½ m.; block 27, 8 m.; block 28, 8 m.; block 29, 8 m.; block 30, 8½ m.; blocks 35 and 36, 10½ m.; residue of blocks 34 and 39, 14 5/32 m.; block 33, 8 m.; blocks 37, 47 and 48, 11 1/5 m.; Residue of block 41, 5 m.; residue of blocks 49, 50, 51, 45, 46 and 52, 14 m.; residue of blocks 59, 60, 61 and 62, 16 m.; residue of blocks 56, 57 and 58, 16 m.; Sydenham South, 11 m.; township York No 1, 10 m.; township York No 2, 36 m.

Bonaventure West.—River Escuménac North No. 1, 12 m.; Lake Patapédia, 33 m.; River Nouvelle No. 1, 50 m.; River Nouvelle No. 2, 50 m.; River Nouvelle No. 4, 16 m.; River Nouvelle No. 5, 11 m.; River Nouvelle No. 6, 15 m.; Grande Cascapédia No. 1, 14½ m.; No. 2, 21 m.; No. 3, 21 m.; No. 4, 18 m.; No. 5, 30½ m.; No. 6, 33½ m.; No. 7, 18 m.; Turner's Brook, 32 m.; Joshua Brook, 27 m.; Petite Cascapédia No. 1, 15 m.; No. 2, 28 m.; township Mann No. 1, 4½ m.; No. 2, 3½ m.; No. 3, 3½ m.; No. 4, 4½ m.; No. 5, 6 m.; Clarke's Brook No. 2, 4 m.; Flatlands Brook No. 2, 3½ m.; township Ristigouche, 2 7/10 m.; River André, West branch No. 2, 3½ m.; Little River, west middle, 11½ m.; Stuart Brook No. 1, 1½ m.; No. 2, 10½ m.; River Skimenac, west branch, 5½ m.; River Skimenac, south branch, 9½ m.; township Angers No. 2, 8 m.; Mann Brook east, 7 m.; township Carleton No. 5, 3½ m.; township Nouvelle No. 2 west, 7½ m.; River Patapédia, No. 1 east, 28 m.; Tom Ferguson's Brook, 33 m.; Indian Brook 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brook, 38 m.; township Matapédia No. 1, 28 m.; Beaver Brook 4½ m.; Jonathan Brook, 13 m.

Lake Saint John centre.—Township Caron No. 1, 5 m.; township Caron No. 2, 8½ m.; township Taillon No. 44, 27½ m.; township Dequen, No. 152, 8 m.; Township Dequen No. 153, 16 m.

Lake Saint John West.—2nd range : No. 5, 35 m.; No. 7, 23½ m.; No. 8, 25 m.; 3rd range : No. 5, 34 m.; No. 6, 30 m.; No. 9, 26½; township Charlevoix No. 1, 12½ m.; township Dolbeau No. 1, 18 m.; Peribonka River, No. 125, 40 m.; Peribonka River No. 127, 50 m.; township Ross No. 3, 9 m.; No. 4, 21 m.; No. 5, 24 m.; river Ouatichouianish, No. 1, 11 m.

Lake Saint John North West.—1st range : No. 1, 41 m.; 2nd range : No. 2, 22 m.; 3rd range : No. 2, 19 m.; 4th range : No. 1, 35 m.

Lake Saint John East.—Township Laterrière No. 1, 4 m.; No. 18, South of Kenogami Lake, 16 m.; township Boileau, 23 m.; township Taché 22 m.; township Bourget, 27 m.

Gaspé West.—Township Duchesnay East, 30 miles; township Duchesnay West, 37 miles; township Christie East, 23½ miles; township Christie West, 31 miles; township Tourelle East, 42 miles; township Tourelle West, 32 miles.

Rimouski East.—Township Saint Denis, 11½ m.; township McNider, No. 4, 4½ m.; township Matane, No. 3, 6½ m.

Grandville.—Township Chabot, No. 1, 11½ m.; township Chabot, No. 2, 6 m.; Black River, N. 47, 33½ m.

Montmagny.—Township Mailloux. No. 2, 2 7/10 m.; Rolette and Roux south, 8 1/5 m.; township Bellechasse, 8 m.

Gaspé East.—River Port Daniel Centre, 12 m.; seigniorie of Pabos, 10 m.; township Rameau No. 2 21 m.

Bonaventure Est.—Rivière Bonaventure No 3, 50 m.; Arrière Rivière Bonaventure No 1, 28 m.; Arrière Rivière Bonaventure No 2, 32 m.

Rimouski Ouest.—Canton Neigette No 1, 14 m.; canton Neigette No 2, 7½ m.; Arrière rivière Métis Est, 18½ m.; Arrière Mistigouèche, 35 m.; canton Macpès No 5, 4½ m.; canton Macpès No 6, 8½ m.; canton Bédard No 1, 36 m.; canton Chénier No 1, 41 m.; canton Chénier No 2, 43 m.; rivière Jean Levesque, B, 17½ m.

Vallée de la Matapédia.—Rivière Humqui, A, 18 m.; ruisseau Sauvage C, 18 m.; ruisseau Milniké D, 10 m.; ruisseau Meadow E, 18½ m.; ruisseau Meadow F, 18½ m.; ruisseau Meadow G, 26 m.; ruisseau Meadow H, 16 m.; canton Humqui No 1, 4½ m.; canton Humqui No 2, 2½ m.; canton Cabot No. 2, 11 m.

Saint-Charles.—Rivière Petite Pikauba, 52 m.; petite rivière Pikauba No 1, 50 m.; rivière à Mars, No 3, 20 m.; rivière du Moulin No 4, 12 m.; rivières Petite Pikauba et Cyriac, 60 m.; rivière Cyriac, 22½ m.; rivières Cyriac et Pikauba, 32 m.; rivière Metabetchouan: 144 sud, 20 m.; 147, 25 m.; 148, 38½ m.; 149, 21 m.; 150, 34 m.; 151, 23½ m.; 152, 30 m.; 153, 48 m.; 154, 48 m.; 155, 40 m.; 156, 24 m.; 157, 27 m.; 158, 17½ m.; 159, 28 m.; 160, 25 m.; 161, 25 m.

Saguenay.—Canton Arnault, 30 m.; canton Iberville, No 2, 2 m.; Rivière Amédée, 50 m.; Rivières à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; Saint-Laurent Ouest, 30 m.; Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1, 32½ m.; Rivière Saint-Nicholas Est, 6 m.; Rivière Saint-Nicholas Ouest, 24 m.; Rivière au Bouleau: No 1, 32 m.; No 2, 20 m.; No 3, 26 m.; No 4, 28 m.; No 5, 30 m.; No 6, 29 m.; Rivière Tortue, No 1, 26 m.; No 2, 18 m.; No 3, 28 m.; No 4, 30 m.; No 5, 34 m.; No 6, 29 m.; No 7, 26 m.; Rivière Saint-Jean, No 5, 20 m.; No 6, 20 m.; No 7, 12 m.; No 8, 12 m.; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 1, 22 m.; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 2, 18 m.; Rivière Saint-Jean, Branche Est No 3, 20 m.; Rivière au Saumon, No 1, 34 m.; Rivière Chambers, No 1, 44 m.; Rivière Portneuf: No 1 est, 50 m.; No 2 est, 50 m.; No 3 est, 50 m.; No 4 est, 50 m.; No 1 ouest, 50 m.; No 2 ouest, 50 m.; No 3 ouest, 50 m.; No 4 ouest, 50 m.; Rivière Manicouagan No 3, 24 m.; No 4, 27 m.; No 6, 58 m.; Saguenay Ouest No 1 A, 10 m.; rivière Romaine 400 m.; rivière Mingan, 250 m.; rivière Manitou No 3 Est, 32 m.; rivière Pigou No 1, 26 m.; rivière Pigou No 2, 26 m.; rivière Magpie No 1, 32 m.; No 2, 32 m.; No 3, 32 m.; No 4, 32 m.; No 5, 32 m.; No 6, 32 m.; No 7, 32 m.; No 8, 32 m.; rivière Jupitagan, 24 m.; rivière au Tonnerre, 24 m.; rivière Malbaie No 2, 16 m.; No 3, 30 m.; No 4, 31 m.; No 5, 30 m.; No 6a, 22 m.; No 7a, 40 m.; No 8, 33 m.; No 9, 30 m.; No 1 Ouest, Sault au Cochon, 30 m.; canton Escoumains, 13½ m.; Pointe à la Chasse, Baie des Sept Îles, 5 m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. À défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

Bonaventure East.—River Bonaventure No 3, 50 m.; Rear River Bonaventure No. 1, 28 m.; Rear River Bonaventure No. 2, 32 m.

Rimouski west.—Township Neigette, No. 1, 14 m.; township Neigette, No. 2, 7½ m.; Rear Métis river east, 18½ m.; Rear Mistigouèche, 35 m.; township Macpès, No. 5, 4½ m.; township Macpès, No. 6, 8½ m.; township Bédard, No. 1, 36 m.; township Chénier, No. 1, 41 m.; township Chénier, No. 2, 43 m.; river Jean Levesque, B, 17½ m.

Matapédia Valley.—Humqui river, A, 18 m.; Indian Brook, C, 18 m.; Milniké brook, D, 10 m.; Meadow brook, E, 18½ m.; Meadow brook, F, 18½ m.; Meadow brook, G, 26 m.; Meadow brook, H, 16 m.; Humqui township, No. 1, 4½ m.; Humqui township, No. 2, 2½ m.; township Cabot No. 2, 15 m.

Saint Charles.—Little river Pikauba, 52 m.; Little river Pikauba, No. 1, 50 m.; River à Mars, No. 3, 20 m.; River du Moulin, No. 4, 12 m.; Rivers Little Pikauba and Cyriac, 60 m.; River Cyriac, 22½ m.; Rivers Cyriac and Pikauba, 32 m.; River Metabetchouan, 144 South, 20 m.; 147, 25 m.; 148, 38½ m.; 149, 21 m.; 150, 34 m.; 151, 23½ m.; 152, 30 m.; 153, 48 m.; 154, 48 m.; 155, 40 m.; 156, 24 m.; 157, 27 m.; 158, 17½ m.; 159, 28 m.; 160, 25 m.; 161, 25 m.

Saguenay.—Township Arnault, 30 m.; township Iberville, No 2, 2 m.; River Amédée, 50 m.; Rivers à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; Saint-Laurent West, 30 m.; Rivers Mistassini and Sheldrake, No. 1, 32½ m.; River Saint-Nicholas, East, 6 m.; River Saint-Nicholas West, 26 m.; River au Bouleau, No. 1, 32 m.; No. 2, 20 m.; No. 3, 26 m.; No. 4, 28 m.; No. 5, 30 m.; No. 6, 29 m.; River Tortue, No. 1, 26 m.; No. 2, 18 m.; No. 3, 28 m.; No. 4, 30 m.; No. 5, 34 m.; No. 6, 29 m.; No. 7, 26 m.; River Saint-Jean No. 5, 20 m.; No. 6, 20 m.; No. 7, 12 m.; No. 8, 12 m.; River Saint John, East Branch, No. 1, 22 m.; River Saint John, East Branch, No. 2, 18 m.; River Saint John, East Branch, No. 3, 20 m.; River au Saumon, No. 1, 34 m.; River Chambers, No. 1, 44 m.; River Portneuf, No. 1 est, 50 m.; No. 2 East, 50 m.; No. 3 Est, 50 m.; No. 4 East, 50 m.; No. 1 West, 50 m.; No. 2 West, 50 m.; No. 3 West, 50 m.; No. 4 West, 50 m.; River Manicouagan, No. 3, 24 m.; No. 4, 27 m.; No. 6, 58 m.; Saguenay West, No. 1 A, 10 m.; river Romaine, 400 m.; river Mingan, 250 m.; river Manitou No. 3 East, 32 m.; river Pigou No. 1, 26 m.; river Pigou No. 2, 26 m.; river Magpie No. 1, 32 m.; No. 2, 32 m.; No. 3, 32 m.; No. 4, 32 m.; No. 5, 32 m.; No. 6, 32 m.; No. 7, 32 m.; No. 8, 32 m.; Jupitagan, 24 m.; river au Tonnerre, 24 m.; river Malbaie No. 2, 16 m.; No. 3, 30 m.; No. 4, 31 m.; No. 5, 30 m.; No. 6a, 22 m.; No. 7a, 40 m.; No. 8, 33 m.; No. 9, 30 m.; No. 1, West Sault au Cochon, 30 m.; Pt. of township Escoumains, 13½ m.; Pointe à la Chasse Baie des Sept Îles, 5 m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

517

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

L'avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la proposition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, ou pour conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

518

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other persons, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be

tre déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui ne nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à cette des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1831

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Bills Private.

Aucune pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une taxation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the person seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1832

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills.

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or partial rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans dis rict voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-levés et les dimensions de ce pont-levés.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrau-

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the creation of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the

liques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

1833

Greffier de l'Assemblée Législative.

name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turn-pike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

1834

Clerk of the Legislative Assembly

ERRATUM.

Proclamation établissant une cour de magistrat pour le comté d'Ottawa, en date du 7 mai 1900, au lieu de Rapide de l'Original, lisez Rapide de l'Original. 2391

ERRATUM.

In the proclamation establishing a magistrate's court for the county of Ottawa, in date of the 7th of May, 1900, instead of Rapide de l'Original, read Rapide de l'Original. 2392

Avis Divers

PAUL BRUCHESI

Par la Grâce de Dieu et du Siège Apostolique, Archevêque de Montréal.

A tous ceux qui les présentes verront, savoir faisons, que, vu :

1^o La requête, en date du 3 novembre 1899, à nous présentée au nom et de la part de la majorité des habitants francs-tenanciers d'un certain territoire appartenant partie à Saint-Laurent, partie au Saint-Enfant-Jésus, partie à Saint-Edouard, demandant l'érection du dit territoire en paroisse séparée et distincte de celle de Saint-Laurent, du Saint-Enfant-Jésus et de Saint-Edouard, pour les raisons y énoncées :

2^o Notre commission, en date du 1^{er} février dernier (1900), chargeant M. le chanoine Alfred Archambeault, archidiacre de notre église métropolitaine, de se transporter sur les lieux, après avis préalable, de vérifier les allégations de la requête, et d'en dresser un procès-verbal de *commodo et incommodo*.

3^o Les certificats signés par MM. La Bisson, W. Carrières et C. Tassé, d'un avis lu publiquement et affiché dimanche le 4 février, et dimanche le 11 février, à l'issue du service divin, à la porte des églises de Saint-Laurent, du Saint-Enfant-Jésus et de Saint-Edouard, le dit avis convoquant les intéressés, pour

Miscellaneous Notices

PAUL BRUCHESI

By the grace of God and the favor of the Holy See, Archbishop of Montreal.

To all who shall see, these presents we make known that seeing :

1. The petition, dated the 3rd of November, 1899, presented to us in the name and on behalf of the majority of the resident free holders of a certain territory belonging partly to Saint Laurent, partly to Le Saint-Enfant-Jésus, and partly to Saint Edouard, asking for the erection of the said territory into a parish separate and distinct from that of Saint Laurent, of Le Saint-Enfant-Jésus and of Saint Edouard, for the reasons therein stated :

2. Our commission dated the 1st of February last (1900), instructing the canon Alfred Archambeault, arch-deacon of our metropolitan church, to go to the premises, after previous notice, to verify the allegations of the said petition, and to draw up a report thereof de *commodo et incommodo*.

3. The certificates signed by Messrs. La Bisson, W. Carrières and C. Tasse, of a notice read publicly and posted up on Sunday, the 4th of February and Sunday, the 11th of February, at the close of divine service in the morning, at the doors of the churches of Saint Laurent, of Saint-Enfant-Jésus and of

ou contre la dite requête, à une assemblée à être tenue le 16 février dernier, à 7½ hrs p. m., dans l'église de Saint-Edouard.

4° Le procès verbal de *commodo et incommodo* du dit député, en date du même jour, constatant et vérifiant les faits énoncés dans la dite requête.

5° Vu qu'un certain nombre des signataires francs-tenanciers de la paroisse de Saint-Edouard ont demandé à ce que leurs noms fussent retranchés de la dite requête.

En conséquence, le saint Nom de Dieu invoqué, et du consentement de nos vénérables Frères les chanoines titulaires de notre église métropolitaine, nous avons érigé, et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Jean-de-la-Croix, confesseur, dont la fête se célèbre le 24 novembre. Toute cette partie de territoire de Saint-Laurent, étant le No. 641, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, connue sous le nom de "Parc Mile End", et du Parc Saint-Louis, ainsi que la portion du territoire de la paroisse de Saint-Edouard, comprise entre la rue de Saint-Laurent, inclusivement, et l'avenue Casgrain, exclusivement, lequel territoire est borné comme suit : au sud par les lignes de chemin de fer "Quebec, Montréal, Ottawa et Occidental, et Atlantique et Nord-Ouest," au sud-ouest (a) par la ligne limitative entre les villes de Saint-Louis et d'Outremont, c'est-à-dire le centre de la rue Hutcheson, et (b) par la limite nord-est de la parcelle de terrain connu au cadastre sous le numéro officiel six cent trente-huit ; au nord-ouest par la ligne sud-est des parcelles de terrain cadastrées sous les numéros six cent quarante et six cent quarante-deux ; au sud-ouest et au nord-ouest, par la ligne limitative entre la ville Saint-Louis et la paroisse Saint-Laurent ; enfin, au nord-est par la ligne limitative des terrains de la rue Saint-Dominique et de la rue Casgrain.

Pour être, les dites cure et paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix, entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants, qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, ce se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et oblations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion, et qui intéressent leur salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le dix-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.

† PAUL, arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur,

EMILE ROY, Ptre.

239)

Chancelier.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci après mentionnés :

1° Le nom incorporé de la compagnie sera "The John Taylor Company", Limited.

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer des épicerie de toute sorte, acheter et vendre des marchandises de toute sorte, et de faire en général les affaires de marchands et commerçants.

3° Le principal bureau et la principale place d'affaires

Saint Edouard, said notice convening the interested parties, for or against the said petition, to a meeting to be held on the 16th of February last, at 7.30 p. m. in the church of Saint Edouard.

4. The report of *commodo et incommodo* of the said deputy, dated the same day, establishing and verifying the facts alleged in the said petition.

5. Seeing that a certain number of the signers, free holders of the parish of Saint Edouard, have asked to have their names struck of the said petition.

Therefore, having invoked the Holy Name of God, and with the consent of our venerable brethren, the canons of our metropolitan church, we have erected, and do hereby erect, as a titular cure and parish, under the invocation of Saint John of the Cross, confessor, whose feast is celebrated in the 24th of November. All that part of territory of Saint Laurent, being No. 641, of the cadastre of the parish of Saint Laurent and of the parish of Le Saint-Enfant-Jésus, known by the name of "Mile End Park" and of Saint Louis Park, as also the portion of the territory of the parish of Saint Edouard, comprised between Saint Lawrence street inclusively, and Casgrain avenue, exclusively, which territory is bounded as follows: on the south by the lines of the Quebec, Montreal and Ottawa, and Western and Atlantic and North West Railway, on the south west (a) by the boundary line between the towns of Saint Louis and of Outremont, namely the centre of Hutcheson street, and (b) by the north east limit of the parcel of land known on the cadastre as the official number six hundred and thirty-eight ; on the north west by the south east line of the parcels of land cadastrated as numbers six hundred and forty and six hundred and forty-two ; on the south west and on the north west by the boundary line between the town of Saint Louis, and the parish of Saint Laurent ; lastly, on the north east by the boundary line of the lots of Saint Dominique street and of Casgrain street.

The said cure and parish of Saint John of the Cross to be entirely under our spiritual jurisdiction, and the curés or priests administering the same, to be established there by us or by our successors, shall comply in all respects with the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, the word of God and the other helps of religion to the faithful of the said parish, enjoining upon the latter to pay the tithes and offerings such as customary and authorized in this diocese, and to pay them respect and obedience in all matters relating to religion and concerning their eternal salvation.

Given at Montreal, in our archiepiscopal palace, on the nineteenth day of April, one thousand nine hundred, under our signature, the seal of our arms and the counter-seal of our chancellor.

† PAUL, Arch. of Montreal.

By order of His Grace.

EMILE ROY, priest.

2400

Chancellor.

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, constituting them and such other as may hereafter become shareholders in the company thus incorporated, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The corporate name of the company is to be "The John Taylor Company", Limited.

2. The purposes for which incorporation is sought are to manufacture grocers' supplies and sundries, buy and sell merchandise of all kinds, and to carry on the business of general merchants and traders.

3. The head office and principal place of business

fares de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : John Taylor, marchand ; James McIntyre Douglas, gentilhomme, et John Randolph Douglas, Alfred Graham Gardner et James Lavens Gardner, marchands, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous sujets anglais, et tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 9 juin 1900.

2373

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera, en anglais : "The Trades Publishing Company", et en français : "La Compagnie de Publications Commerciales".

2° L'objet de la dite compagnie est :

(a) De posséder, éditer, imprimer, publier, graver et relier des papiers-nouvelles, revues, journaux, brochures, etc.

(b) D'acquérir des propriétaires actuels le nom et l'achalandage des journaux "Le Prix Courant", "Tissus et Nouveautés", et autres journaux et publications.

(c) D'acquérir, posséder, louer, vendre, échanger et hypothéquer les meubles et immeubles nécessaires aux fins pour lesquelles l'incorporation est demandée.

3° Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$50,000, divisé en cinq cents actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Alfred Lionais, éditeur ; Henri Lionais, éditeur ; Paul Blénert, journaliste ; Emile Joseph, avocat ; Hardouin Lionais, chirurgien-dentiste, et F. Emile Fontaine, agent, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec.

6° Les dits Alfred Lionais, Henri Lionais et Hardouin Lionais seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, et tous trois résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté.

EMILE JOSEPH,
Soliciteur des requérants.

Montréal, 7 juin 1900.

2375

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Utopia Club".

2° Les objets, en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont l'encouragement de l'éducation, de récréation, d'amusement et les bonnes relations entre ses membres.

3° Le principal bureau de la compagnie sera

of the said company will be in the city of Montréal, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock of the company will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

5. The names in full, residence and calling of the several applicants are as follows : John Taylor, merchant ; John McIntyre Douglas, gentleman, and John Randolph Douglas, Alfred Graham Gardner and James Lavens Gardner, merchants, all of the city and district of Montréal, all of whom are British subjects and all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Attorneys for applicants.

Montreal, 9th June, 1900.

2374

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the undersigned persons, to the Lieutenant Governor of the province of Québec in Council, for letters patent of incorporation, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act of the province of Québec, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be, in English : "The Trades Publishing Company", and in French : "La Compagnie de Publications Commerciales".

2. The object of the said company is :

(a) To own, edit, print, publish, engrave and bind newspapers, reviews, journals, pamphlets, &c.

(b) To acquire from the actual owners the name and business of the newspapers "Le Prix Courant", "Tissus et Nouveautés", and other newspapers and publications.

(c) To acquire, own, lease, sell, exchange and hypothecate the movables and real estate necessary for the purposes for which incorporation is sought.

3. The head office of the company is to be at Montréal, in the district of Montréal, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$50,000, divided into five hundred shares of \$100 each.

5. The names in full, and the calling and address of the applicants are as follows : Alfred Lionais, editor ; Henri Lionais, editor ; Paul Blénert, journalist ; Emile Joseph, advocate ; Hardouin Lionais, dentist surgeon, and F. Emile Fontaine, agent, all of the city of Montréal, in the province of Québec.

6. The said Alfred Lionais, Henri Lionais and Hardouin Lionais will be the first or provisional directors of the company, all three of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

EMILE JOSEPH,
Solicitor for applicants.

Montreal, 7th June, 1900.

2376

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Utopia Club".

2. The purposes, within the provision of the act, for which incorporation is sought are the promotion of education, recreation, amusement and good fellowship among its members.

3. The head office of said company will be in the

dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cent de cinquante piastres chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Edward Durant, commerçant ; Henry Jackson, portier ; George Hunton, employé de chemin de fer ; Frank Hatter, commis ; William D. Allan, commis de barre ; Joseph Yates, portier ; James French, portier ; Matthewson Smith, portier, et Charles T. White, portier, tous des cité et district de Montréal.

7° Les dits Edward Durant, Henry Jackson et George Hunton seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous ou la majorité sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

PICHÉ & CORDEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 juin 1900. 2329-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et acquérir de Joseph A. Frigon, junior, de Saint-Narcisse, les affaires maintenant conduites par lui et maintenant en opération aux Chutes Shawinigan, dans la municipalité de Saint-Boniface de Shawinigan, dans la province de Québec, comme manufacturier de briques et commerçant de bois de corde—ensemble avec toute la terre appartenant au dit Frigon ou louée par lui, ainsi que toutes les bâtisses, machines, appareil et matériaux de toute sorte, le tout tel que maintenant employé pour les dites affaires ;

(b) De manufacturer toute sorte de briques, tuyaux de drainage, chaux, ciment, et les vendre ainsi que bois de construction et bois de corde ; d'acquérir par achat ou autrement une lisière ou lisières de terre ou aucun intérêt sur icelles dans la province de Québec, pour les fins de la compagnie, d'ériger ou acquérir tous moulins nécessaires, moulins à scie et machines et aussi tous les biens et effets requis par la compagnie ;

(c) De faire tout ce qui est nécessaire, convenable et efficace pour les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera aux Chutes Shawinigan, dans la municipalité de Saint-Boniface de Shawinigan, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

5° Le dit fonds social sera divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Joseph A. Frigon, senior, de la municipalité de Saint-Prospère, dans le comté de Champlain, province de Québec, marchand ; Joseph A. Frigon, junior, de Saint-Narcisse, dans le comté de Champlain, marchand ; Annette Massicotte, de Saint-Narcisse susdit, marchand ; et John Houlston, de la cité des Trois Rivières, dite paroisse, ingénieur civil ; et William Dorahue, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, avocat.

Les dits Joseph A. Frigon, senior, Joseph A.

city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is of five thousand dollars.

5. The number of shares is to be one hundred of the par value of fifty dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Edward Durant, trader ; Henry Jackson, porter ; George Hunton, railroadman ; Frank Hatter, clerk ; William D. Allan, bar tender ; Joseph Yates, porter ; James French, porter ; Matthewson Smith, porter, and Charles T. White, porter, all of said city and district of Montreal.

7. The said Edward Durant, Henry Jackson and George Hunton shall be the first or provisional directors of the said company, and all or the majority of them are residents of Canada and subjects of Her Majesty.

PICHÉ & CORDEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 4th June, 1900. 2330

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such others persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Company.

2. The objects for which the incorporation is sought are :

(a) To purchase and acquire from Joseph A. Frigon, junior, of Saint Narcisse, the business now carried on by him, at Shawinigan Falls, in the municipality of Saint Boniface de Shawinigan, in the province of Quebec, for the manufacture of bricks and cordwood, as a going concern—together with all the land owned or leased by the said Frigon as well as the buildings, machinery, plant and materials of all kinds, the whole as at present in use in connection with the said business.

(b) To manufacture bricks of all kind, drain-pipes, lime, cement, timber, lumber, and cordwood and to sell the same ; to acquire by purchase or otherwise, a tract or tracts of land or any interest therein in the province of Quebec, for the purposes of the company, to erect or acquire all necessary mills, saw mills, and machinery and also all goods, chattels and effects required by the company.

(c) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient discharge of any and all of the above purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be at Shawinigan Falls, in the municipality of Saint Boniface de Shawinigan, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock of the said Company is to be twenty five thousand dollars (\$25,000.00).

5. The said capital will be divided into two hundred and fifty shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Joseph A. Frigon, senior, of the municipality of Saint Prosper, in the county of Champlain, province of Quebec, merchant ; Joseph A. Frigon, junior, of Saint Narcisse, in the county of Champlain, merchant ; Annette Massicotte, of Saint Narcisse aforesaid, merchant ; and John Houlston, of the city of Three Rivers, said province, civil engineer ; and William Dorahue, of the town of Westmount, in the district of Montreal, advocate.

The said Joseph A. Frigon, senior, Joseph A.

Frigon, junior, et Joseph Houliston seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SAUMAREZ CARMICHAEL,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 5 juin 1900.

2345-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, les incorporant en compagnie à fonds social :

1° Le nom proposé de la dite compagnie sera "The Canadian Transfer and Lighterage Company, (Limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de mener, transporter, conduire, diriger, charroyer le bétail, de transporter le bœuf préparé et autres produits, semblables ainsi que le loin, le grain, la farine, le gruau, le bois, les bois de construction, fer, charbon, sel, articles, effets, denrées et marchandises de toute sorte, aller et retour à n'importe quel endroit dans la province de Québec ou ailleurs, et d'agir ainsi aux moyens de n'importe quel système de transport et de charroiyage, aussi à x moyens de tramways, trucks, chars, barges, allèges ou autres vaisseaux ; d'agir aussi comme voituriers ordinaires pour louage de voiture pour les passagers et effets, et de mettre en opération des bateaux à vapeur, remorqueurs, éleveurs flottants ou stationnaires, à n'importe quel endroit dans le havre de Montréal, et dans la province de Québec, ou ailleurs, avec le droit d'acheter, vendre, affréter, louer, bâtir, acquérir, posséder, entretenir, mettre en opération, transporter tout pouvoir, voitures, animaux, barges, allèges, bateaux à vapeur, tramways, éleveurs stationnaires ou flottants, magasins, docks, quais, bétail, et de faire toutes autres affaires de même nature ou y ayant rapport.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en deux cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : James T. Gordon, de la cité de Winnipeg, province de Manitoba, marchand de bestiaux ; Robert Ironside, de la cité de Montréal, marchand de bestiaux ; Robert Bickerdike, M. A. L., de la cité de Montréal, marchand de bestiaux ; Duncan A. Campbell, de la cité de Montréal, marchand de bestiaux ; William H. Fares, de la cité de Winnipeg, province de Manitoba, marchand de bestiaux, lesquels sont tous sujets anglais.

Les dits James T. Gordon, Robert Ironside et Robert Bickerdike seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

J. M. FERGUSON,
Procureur des requérants.

Montréal, 4 juin 1900.

2353-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous les noms et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie dans la langue anglaise sera "The Glee Club Teutonia," et dans la langue allemande sera "Gesangverein Teutonia."

2° Les objets, en vertu des dispositions de la loi, pour lesquels l'incorporation est demandée, sont la culture de l'art du chant, de relations sociales,

Frigon, junior, and John Houliston are to be the first or provisional directors of the said proposed company.

SAUMAREZ CARMICHAEL,
Sollicitor for the applicants.

Montreal, 5th June, 1900.

2346

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons herein named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent of incorporation, as a joint stock company.

1. The proposed name of the said company is "The Canadian Transfer and Lighterage Company, (Limited)."

2. The objects for which incorporation is sought are : the carrying, transporting, handling, driving, carting and conveying of live-stock, dressed beef, and other products of live-stock, hay, grain, flour, meal, wood lumber, iron, coal, salt, goods, wares and merchandise of every nature and kind, to and from any place in the province of Quebec to any other place, in the said province or elsewhere, and to do so by means of any system of driving, conveying, carrying and transporting, and by means of tramways, trucks, cars, barges, lighters or other vessels ; and to carry on the business of common carriers of passengers and goods for hire, and to operate steamboats, tugs, floating or stationary elevators, to and from any point in the harbor at Montreal, and in the province of Quebec or elsewhere, with the right to purchase, sell, charter, lease, build, acquire, own, maintain, operate, convey or transport power, vehicles, animals, barges, lighters, steamboats, tramways, stationary or floating elevators, warehouses, docks, wharves, live-stock, and to do any other business of a like nature or incidental thereto.

3. The chief place of business of said company is to be at the city of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of capital stock of said company, is to be twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred shares of one hundred dollars (\$100) each.

5. The names in full, and the address and calling of the applicants, are : James T. Gordon, of the city of Winnipeg, province of Manitoba, live-stock dealer ; Robert Ironside, of the city of Montreal, live-stock dealer ; Robert Bickerdike, M. L. A., of the city of Montreal, live-stock dealer ; Duncan A. Campbell, of the city of Montreal, live-stock dealer ; William H. Fares, of the city of Winnipeg, province of Manitoba, live-stock dealer, all of whom are british subjects.

The said James T. Gordon, Robert Ironside and Robert Bickerdike are to be the first or provisional directors of the said company.

J. M. FERGUSON,
Attorney for applicants.

Montreal, 4th June, 1900.

2354

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is in the english language "The Glee Club Teutonia," and in the german language "Gesangverein Teutonia."

2. The purposes within the provisions of the act, for which incorporation is sought, are the cultivation of the art of singing, of social intercourse, recreation,

récréation, instruction et amusement, et l'acquisition de l'actif et droits du club maintenant existant et connu sous le nom de "The Quartette Club Teutonia" et "Gesangverein Teutonia" de Montréal.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cents de la valeur au pair de cinq piastres chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Edward Schultze, consul de l'Empire Autriche, Hongrie ; Louis Stufmann, marchand ; Charles Ludwig, junior, fourreur ; Francis Joshua Dorken, marchand, et Alfred Conn, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal.

7° Les dits Edward Schultze, Louis Stufmann, Charles Ludwig, junior, Francis Joshua Dorken et Alfred Conn seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada, et la majorité sont sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 mai 1900.

2227-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Le Club Nautique."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont dans le but de récréation, d'instruction, jeux athlétiques, et faire des régates.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sorel, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de deux mille cinq cents piastres, divisé en cinquante actions de cinquante piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : George Etienne Beauchemin, manufacturier ; Edouard Charles Lalonde, comptable ; Joseph Arthur Chenevert, journaliste ; Joseph Alphonse Paulet, commis marchand ; Alfred Guévremont, notaire ; Félix Napoléon Chagnon, marchand ; Wilfrid Louis Michel Desy, notaire, tous de la cité de Sorel, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

WURTELE & LACROIX,

Solliciteurs des requérants.

Sorel, 28 mai 1900.

2273-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Laurentian Lumber Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer du bois de construction et autres, et en faire l'achat, la vente et le commerce.

instruction and amusement, and the acquisition of the assets and rights of the club now existing and known as "The Quartette Club Teutonia" and "Gesangverein Teutonia" of Montreal.

3. The head office of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be one thousand dollars.

5. The number of shares is to be two hundred of the par value of five dollars each.

6. The names in full, and the calling and address of each of the applicants are as follows : Edward Schultze, Imperial Austro Hungarian Consul ; Louis Stufmann, merchant ; Charles Ludwig, junior, furrier ; Francis Joshua Dorken, merchant, and Alfred Conn, bookkeeper, all of the city and district of Montreal.

7. The said Edward Schultze, Louis Stufmann, Charles Ludwig, junior, Francis Joshua Dorken and Alfred Conn shall be the first or provisional directors of the said company, all of them are residents of Canada and the majority of them are subjects of Her Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd May, 1900.

2228

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation under letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the "Joint Stock Companies Act," to incorporate the applicants and such others persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is "Le Club Nautique."

2. The objects for which incorporation is sought are : the purposes of recreation, instruction, athletic games and regattas.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Sorel, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is two thousand five hundred dollars, divided into fifty shares of fifty dollars each.

5. The names in full, of each of the applicants and their residence and calling are as follows : George Etienne Beauchemin, manufacturer ; Edouard Charles Lalonde, accountant ; Joseph Arthur Chenevert, journalist ; Joseph Alphonse Paulet, merchant's clerk ; Alfred Guévremont, notary ; Félix Napoléon Chagnon, merchant ; Wilfrid Louis Michel Desy, notary, all of the city of Sorel, in the province of Quebec, who will be all the first or interim directors of the said company, and all are british subjects.

WURTELE & LACROIX,

Solicitors for petitioners.

Sorel, 28th May, 1900.

2274

Notice is hereby given that, within one month, after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Laurentian Lumber Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) The manufacture of, and buying, selling and dealing in lumber and timber.

(b) Eriger des moulins à scie et moulins à planer et les mettre en opération et les exploiter.

(c) Acheter, acquérir, posséder et vendre des immeubles pour le commerce de bois, et tout tel immeuble qui peut être nécessaire pour les fins de leurs dites affaires.

(d) Acheter, vendre des marchandises comme commerçants pour les fins des dites affaires et en faire le commerce.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fond social sera de vingt-cinq mille piastres (\$25 000.00)

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, (250) et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

4° Les noms au long, résidence et profession des requérants, sont comme suit : William Williamson, du canton de East Hakesbury, dans la province d'Ontario, marchand de bois ; Mary Ellen Everett, épouse séparée de biens du dit William Williamson ; Bertie John Temple Williamson, de la ville de L'Original, dans la province d'Ontario, teneur de livres ; Duncan Morrisson, de Vankleek Hill, dans la province d'Ontario, marchand de bois ; James Thomas Johnson, de Monts Forts, dans le comté d'Argenteuil, dans la province de Québec, gérant. Les dits William Williamson, Duncan Morrisson et James Thomas Johnson seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs des requérants.

Daté à Montréal, ce huitième jour de juin dix-neuf cent. 2369-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 112.

Dame Wilhelmine Anne Marie Jean-Charles, de la cité et du district de Montréal, épouse dotale et commune en biens quant aux acquets, de Marie Clément Pierre Célestin Mathieu Raymond Beullac, gérant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

(Signé) A. McNAUGHTON STEWART,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1900. 1685-5

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1625.

Dame Malvina Thibaudeau, de Québec, épouse commune aux biens de Charles Vézina, du même lieu, plombier,

vs.

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur en cette cause.

FITZPATRICK, PARENT.

TASCHEREAU & ROY,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 mai 1900. 2185-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1601.

Marie Armande Martin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Marie Joseph George Giguère, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Demanderesse ;

Marie Joseph George Giguère, agent, de la cité et du district de Montréal,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

P. R. GOYET,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 mai 1900. 2043-5

(b) The erection of saw-mills and planing mills, and the working and operating of the same.

(c) The buying, acquiring, holding and selling real estate for lumbering purposes, and such real estate as may be necessary for the purposes of their said business.

(d) To buy, sell and deal in general merchandise as traders for the purposes of said business.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

5. The number of shares is to be two hundred and fifty (250), and the amount of each share is to be one hundred dollars (\$100.00).

The names in full, and the addresses and callings of each of the applicants, are as follows : William Williamson, of the township of east Hawkesbury, in the province of Ontario, lumberman ; Mary Ellen Everett, wife separated as to property of the said William Williamson ; Bertie John Temple Williamson, of the town of L'Original, in the province of Ontario, book-keeper ; Duncan Morrisson, of Vankleek Hill, in the province of Ontario, lumberman ; James Thomas Johnson, of Monts Forts, in the county of Argenteuil, in the province of Quebec, manager, of whom the three applicants William Williamson, Duncan Morrisson and James Thomas Johnson, described above are to be the first or provisional directors.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for applicants.

Dated at Montreal, this eighth day of June, nineteen hundred 2370

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 112.

Dame Wilhelmine Anne Marie Jean-Charles, of the city and district of Montreal, wife dotale et commune en biens quant aux acquets, of Marie Clément Pierre Célestin Mathieu Raymond Beullac, manager, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

(Signed) A. McNAUGHTON STEWART,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 17th April, 1900. 1686

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1625.

Dame Malvina Thibaudeau, of Quebec, wife common as to property of Charles Vézina, of the same place, plumber,

vs.

Defendant.

An action in separation of property has been instituted, this day, by the plaintiff.

FITZPATRICK, PARENT,

TASCHEREAU & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 18th May, 1900. 2186

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1601.

Marie Armande Martin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Marie Joseph George Giguère, duly authorized,

Plaintiff ;

vs

Marie Joseph George Giguère, agent, of the city and district of Montreal,

Defendant.

An action for separation of property has been instituted by the plaintiff, this day.

P. R. GOYET,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th May, 1900. 2044

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2886.
Blanche Tailleur, épouse de Alfred Legault, épiciier, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.
A. LAMIRANDE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 2 mai 1900. 2199-4

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No. 3049.
Dame Demerise Mercier, du canton de Gayhurst, district de Beauce, Demanderesse;
vs.
Théodore Pouliot, marchand, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens des parties a été intentée, ce jour.
J. A. GAUDET,
Procureur de la demanderesse.
22 mai 1900. 2229-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 6660.
Dame Jane Bailey, du canton de Pottton, dans le district de Bedford, épouse de Warren W. Bowen, autrement appelé Warren Bourn, ci-devant du dit canton de Pottton, et maintenant dans des endroits inconnus, la dite Jane Bailey étant dûment autorisée à faire cette poursuite, Demanderesse;
vs.
Le dit Warren W. Bowen *alias* Warren Bourn, Défendeur.
La demanderesse a, aujourd'hui, intenté une action en séparation de corps et de biens contre le défendeur.
E. RACICOT,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 16 mai 1900. 2113-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2886.
Blanche Tailleur, wife of Alfred Legault, grocer, both of the city of Saint Henri, district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.
A. LAMIRANDE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd May, 1900. 2200

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 3049.
Dame Demerise Mercier, of the township of Gayhurst, district of Beauce, Plaintiff;
vs.
Théodore Pouliot, merchant, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been instituted, this day.
J. A. GAUDET,
Attorney for plaintiff.
22nd May, 1900. 2230

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 6660.
Dame Jane Bailey, of the township of Pottton, in the district of Bedford, wife of Warren W. Bowen, otherwise called Warren Bourn, heretofore of the said township of Pottton, and now in parts unknown, the said Jane Bailey being duly authorized to bring this suit, Plaintiff;
vs.
The said Warren W. Bowen *alias* Warren Bourn, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation from bed and board and as to property against the defendant.
E. RACICOT,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 16th May, 1900. 2114

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Candidats aux examens du barreau, de juillet 1900.

Candidates for admission to the study, examinations of the Bar, July, 1900.

No.	Noms.—Names.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Chaput, Omer	22 ans—years..	St-Etienne de Bolton.	Séminaire de Sherbrooke.
2	Masse, Joseph Oscar	20 " " ..	Sherbrooke	Granby, Marieville, Sherbrooke.
3	Orr, Henry Stanley	19 " " ..	Cookshire.	Bishop's College, Lennoxville.
4	Reilly, Clifford Bernard	19 " " ..	Sherbrooke	Ecole des Frères et—and Séminaire Saint-Charles Borromée, Sherbrooke.
5	Robertson, Kenneth George....	23 " " ..	Sherbrooke	Bishop's College, Lennoxville.
6	Wadleigh, William Wilfred....	24 " " ..	Lennoxville	Bishop's College, Lennoxville.

J. A. LEBLANC,
Secrétaire du Barreau de Saint-François.
Secretary of the Bar of Saint Francis.

ASPIRANTS A L'ETUDE.—CANDIDATES TO STUDY.

Section de—Section of Quebec.

Examens de juillet.—July Examinations, 1900.

Noms.—Names.	Age.	Domicile—Residence.	Ecoles ou Collèges. — Schools or Colleges.
Alleyn, John Alexander	Plus de—over 21	Québec	Séminaire—Seminary, Laval, Québec.
Pacaud, Lucien T.	20	do	Lennoxville et— and Laval.
Boivin, Henri.	Plus de—over 21	do	Séminaire—Seminary.
Edge, Wilfrid.	20	do	do do
Houde, Louis J.	20	St-Jean Deschaillon..	Collège—Lévis College et— and Séminaire — Semi- nary, Québec.
Kelly, John H.	20	New Carlisle.	Lévis, et— and Saint-Joseph, N. B. Collèges.
Langlais, L. Roméo.	20	St-Octave de Métis. .	Collège—Ste-Anne College.
" e, J. B. Léonidas.	20	Québec.	do do Université Laval —Univer- sity Quebec.
Roy, Ls. Arthur.	Plus de—over 21	do	Collège—Saint - Dunstan, College P. E. I.
Belleau, Noël.		Lévis.	Collèges—Saint-Dunstan et — and Lévis Colleges
Demers, Louis J.	20	Québec.	Séminaire—Seminary, Québec.

2405—06

CHARLES DEGUISE,
Secrétaire—Secretary, B. Q.

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—BEDFORD SECTION.

Examens de juillet 1900.—Examinations of July, 1900.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice law.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
Ball.	William Sargent.	Plus de 21 ans—more than 21 years.	East Bolton.

Candidats à l'étude.—Candidates to the study of law.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	Collèges où ils ont étudié. — Colleges where educated.
Mackinnon...	Cecil Gordon.	21 ans—years....	Cowansville. . .	Bishops Collège, Lennoxville, Qué- bec et— and McGill University, Montreal.
Belknap. . .	Sewall Franklin.	20 ans—years....	Knowlton.	Knowlton Academy, Knowlton, Québec, Joliette Collège, Joliette, Québec et— and McGill College, Montreal.

Sweetsburg, 2 juin—2nd June, 1900.

A. J. E. LEONARD,
Sec. du Barreau de Bedford—Sec. Bar of Bedford.
2355-56-2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats aux examens du Barreau, de juillet 1900.

Candidates for admission to the study, examinations of the Bar, July, 1900.

No.	Noms.—Names.	Age	Résidence.	Collège.
1	Angus, David James.....	24 ans—years..	Montréal.....	Elwick School et—and Trinity College.
2	Archambault, Louis Henri.....	20 " "	Montréal.....	Mont St-Louis et—and College Ste-Marie.
3	Aubertin, Albert.....	22 " "	Montréal.....	Ste-Marie de Manoir et—and M. de Kerméno.
4	Audet, Eug. Hernel.....	28 " "	Les Eboulem'ts	Ecole Normale de Québec et —and Montreal, Lambert de Rode.
5	Barsalou, Chs. A... ..	21 " "	Montréal.....	Ecole Normale J. C de Montréal et—and M. Lambert de Rode.
6	Beïque, Henri A.....	22 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie et—and Mont-St-Louis.
7	Bourdon, M. A.....	25 " "	Laprairie.....	Académie de Laprairie et—and Collège de Montréal.
8	Brazeau, Arthur—Sciences.....	20 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie, High School et—and Mont St-Louis.
9	Blaylock, Harry W.....	22 " "	Danville	Montreal Danville Academy, Bishop's College School, Bishop's College Lennoxville.
10	Casgrain, M. C. Alex. C.....	21 " "	Montréal.....	Séminaire de Québec et — and Collège Ste-Marie, Montréal.
11	Derome, Téléphore—Lettres....	20 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie, Lambert de Rode et—and M. de Kerméno.
12	DeLorimier, J. G. G.—Sciences.	19 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie, Lambert de Rode et—and Mont St-Louis.
13	Desmarais, Jules—Lettres.....	16 " "	Montréal.....	Séminaire de St-Hyacinthe.
14	Filiatrault, Joseph.....	19 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie et—and Collège Montréal.
15	Faribault, René.....	19 " "	L'Assomption..	Collège de L'Assomption.
16	Filion, Zéphirin.....	21 " "	St-Augustin...	Collège Ste-Thérèse.
17	Fortin, Antime.....	20 " "	St-Valentins...	Séminaire de Montréal.
18	Gosselin, Louis.....	20 " "	N.-D. de Stan-bridge	Collège Ste-Marie, Montréal.
19	Lacoste, Alexandre—Lettres....	17 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie et—and M Paul Colonnier.
20	Lalande, Armand.....	23 " "	Ste-Genève.....	Collège de Montréal.
21	Lancôt, Denis.....	21 " "	Montréal.....	Collège de Montréal, Beauplatau Belgique (Paris, France).
22	Leclerc, René T.....	19 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie, Leblond & Bonin, Mont St-Louis.
23	Mitchell, Holsey Lorne.....	20 " "	Drummondville	Montréal.
24	Prairie, J. B. N. A.....	22 " "	St-Jean, P. Q..	Collège de Montréal et—and Ste-Thérèse.
25	Rénault, Jos. Ed.....	20 " "	Montréal.....	Collège Ste-Marie et—and M. de Kerméno.
26	Robillard, L. G—Sciences.....	34 " "	Montréal.....	Business College et — and Dr Arthur Duval.
27	Simon, Armand.....	22 " "	Ste-Martine...	Collège de Ste-Martine et—and Collège de Montréal.
28	Staveley, W. R.....	19 " "	Montréal.....	Britannia school et — and Montreal Collegiate Institute.
29	Surveyer, Paul.....	19 " "	Montréal.....	Jardin de l'Enfance, Collège Ste-Marie.
30	Tansey, Thos. M.—Lettres.....	18 " "	Montréal.....	Académie Belmont et—and Collège Ste-Marie.
31	Vipond, Ernest Edgar.....	22 " "	Montréal.....	High School et — and College McGill.
32	Weinfield, Henry.....	20 " "	Montréal.....	High School et — and McGill College.

EDMOND BROSSARD,
Secrétaire du Barreau de Montréal.
Secretary of the Bar of Montreal.

Avis de Faillites

Provinces de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
In re Jos. Bergeron, marchand, d'Iberville,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 3e jour de juillet 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 20, rue Saint-Jacques.

H. LAMARRE,
Curateur.
2393

Montréal, 16 juin 1900.

In re Jacob Silverstone, Failli.
Une première feuille de dividendes a été préparée, et ces dividendes sont payables à mon bureau, le ou après le 27 juin courant.

Toute contestation devra m'être signifiée avant cette date.

JOHN ROSENVINGE,
Curateur,
Bâtisse de l'Impérial.
2411

Montréal, 5 juin 1900.

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

VENTE PAR LE CURATEUR.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de Thomas W. Burdon, de la cité de
Montréal, commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné que les terres et tenements ci-dessous mentionnés, appartenant au susdit failli, seront vendus par encan public, au bureau du curateur, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET, à ONZE heures A. M., conformément à l'ordre donné le douzième jour de juin 1900. En lots comme suit, à savoir :

Lot No 1. Le lot de terre faisant front sur la rue Hutchison, dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu comme subdivision numéro cent cinquante-neuf, du plan de subdivision du lot numéro quarante-quatre (No 44-159), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, le dit lot contenant vingt-cinq pieds sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit d'entrée et de sortie jusqu'à la dite rue Hutchison, par les ruelles marquées sous les (Nos 44-151, 44-162), sur le dit plan de subdivision et par la rue Milton, lorsqu'elle sera ouverte par la cité de Montréal—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

Lot No 2. Deux lots de terre situés dans la municipalité de Montréal ouest, dans le district de Montréal, faisant front sur l'Avenue Herald, connus comme numéros de subdivision deux cent vingt-cinq et deux cent vingt-six, sur le plan de subdivision du lot numéro cent quarante (Nos 140, 225, 226), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, chacun des dits lots contenant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Lot No 3. Ces lots de terre faisant front sur la rue Albert, dans la dite cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent quatre-vingts et huit cent quatre-vingt-un (Nos 880, 881), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et les bâtisses sus-érigées.

Lot No 4. Ce lot de terre faisant front sur la rue Saint-Charles, dans la dite cité de Montréal,

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
In re Jos. Bergeron, merchant, of Iberville,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 3rd day of July, 1900, after which date dividends will be payable at my office, No. 20, Saint James street.

H. LAMARRE,
Curator.
2394

Montreal, 16th June, 1900.

In re Jacob Silverstone, Insolvent.
A first dividend sheet has been prepared and is payable at my office, on or after the 27th June, 1900.

Any contestation must be filed with me before the above named date.

JOHN ROSENVINGE,
Curator,
Imperial Building.
2412

Montreal, 5th June, 1900.

Sale of Real Estate under Insolvent's Acts.

CURATORS' SALE.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of Thomas W. Burdon, of the city of
Montreal, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements, belonging to the above named insolvent, will be sold by public auction, at the office of the curator, 43, Saint Sacrament street, Montreal, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JULY, at the hour of ELEVEN o'clock A. M., in accordance with the order herein granted on the twelfth of June, 1900. In lots as follows, viz :

Lot No. 1. The lot of land fronting on Hutchison street, in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, known as subdivision number one hundred and fifty-nine, on the subdivision plan of lot number forty-four (No. 44-159), on the official plan and book of reference of said ward, said lot containing twenty-five feet by eighty-two feet in depth, english measure, and more or less, with the right of ingress and egress to said Hutchison street, by the lanes marked as (Nos 44-151, 44-162), on said subdivision plan and by Milton street, when opened by the city of Montreal—with the house and other buildings thereon erected.

Lot No. 2. Two lots of land situated in the municipality on Montreal west, in the district of Montreal, fronting of Herald Avenue, known as subdivision numbers two hundred and twenty-five and two hundred and twenty-six, on the subdivision plan of lot number one hundred and forty (Nos 140, 225, 226), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, each of said lots containing fifty feet in width by eighty feet in depth, english measure, more or less.

Lot No. 3. Those certain lots of land fronting on Albert street, in the said city of Montreal, known and designated as numbers eight hundred and eighty and eight hundred and eighty-one (Nos. 880, 881), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and the buildings erected thereon.

Lot No. 4. That certain lot of land fronting of Saint Charles street, in the said city of Montreal

connu et désigné sous le numéro deux mille sept cent soixante et treize (No 2773), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur sur cent huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec maisons en briques solides sur fondations en pierre sus-érigées.

Conditions : au comptant. Plus de détails au moment de la vente.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
FRASER BROS.,
Commissaires priseurs.

Montréal, 14 juin 1900.

2413

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 357.

Dans l'affaire de The Shipton Electric Light and Power Co., En liquidation.

L'immeuble suivant appartenant à la susdite compagnie sera vendu à la porte de l'église catholique "Sainte-Anne", le SEPTIEME jour de JUILLET, à UNE heure de l'après-midi, à Danville, par ordre de la cour.

Toute cette partie de terre formant partie du lot numéro vingt et un, dans le quatrième rang de Shipton susdit, et située sur les deux côtés du ruisseau Nutting, où sont érigés les moulin à scie et moulin à farine.

1° Cette partie de terre située sur le côté nord est du dit ruisseau est bornée comme suit : au nord-ouest partie par la propriété de Dame Frs. X. Darche et partie par James Wilson, au nord-est, est et sud-est par la propriété de Robert Weirs jusqu'à l'étang. Ce morceau de terre contenant environ dix acres, plus ou moins, y compris les deux lots à bâtir appartenant ci-devant à Patrick Muldoon et Fournier & Darche, respectivement, mais sauf et excepté cette partie de terre située sur le côté nord-est du chemin conduisant de Danville à Kingsey Falls : et bornée du côté nord-ouest partie par la dite propriété de Dame Darche et partie par celle de James Wilson, au nord-est, est et sud-est par la propriété de Robert Weirs, et en front au sud et sud-ouest par le dit chemin, tel qu'il tourne, et contenant environ huit acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et appartenant à Dame veuve Robert Gibson.

2° Un autre morceau de terre situé sur le côté sud-ouest du ruisseau ; borné au sud-est, sud et sud-ouest par le chemin public de Danville à McBean, au nord-ouest par la ligne de côté nord-ouest du dit lot, au nord-est partie par le dit Wilson, partie par le chemin public conduisant chez M. Wilson, et partie par le dit ruisseau tel qu'il tourne, lequel dit morceau de terre contenant environ trente acres en superficie, plus ou moins—avec les moulin à scie, moulin à farine, glacière et autres bâtisses sus-érigées, avec l'écluse du moulin, privilège d'eau et étang, tels qu'ils se trouvent sur les lots vingt et un et vingt, dans le dit quatrième rang de Shipton, et aussi l'appareil électrique et pouvoir, machines, poteaux, fils métalliques, chartes, et en général toutes choses appartenant à la dite compagnie, et aussi tous ses droits et privilèges.

WILLIAM REID,
Liquidateur.

2283-3

known and designated by the number two thousand seven hundred and seventy-three (No. 2,773), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing forty-eight feet in width by one hundred and eight feet in depth, english measure, more or less—with the solid brick tenement houses on stone foundations erected thereon.

Terms : cash. Further particulars at time of sale.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
FRASER BROS.,
Auctioneers.

Montreal, 14th June, 1900.

2414

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint-François. } *Superior Court.*
No. 357.

In the matter of The Shipton Electric Light and Power Co., In liquidation.

The following immovable property of above company will be sold at the door of the catholic church "Sainte Anne", on the SEVENTH day of JULY, at ONE o'clock in the afternoon, in Danville, by order of the court.

All that portion of land forming part of lot number twenty-one, in the fourth range of Shipton aforesaid, and lying on both sides of the Nutting brook, where are erected the saw mill and grist mill.

1. That portion of land lying on the north east of the said brook is bounded as follows : on the north west partly by the property of Mrs. Frs. X. Darche and partly by James Wilson, on the north east, east and south east by the property of Robert Weirs to the pond. That parcel of land containing about ten acres, more or less, including the two building lots heretofore belonging to Patrick Muldoon and Fournier & Darche, respectively, but save and except that certain portion of land lying on the north east side of the road leading from Danville to Kingsey Falls ; and bounded on the north west side partly by the said property of Mrs Darche and partly by that of James Wilson, on the north east, east and south east by the property of Robert Weir, and in front on south and south west by the said road, as it turns, and containing about eight acres in superficies, more or less—with the buildings erected thereon and belonging to Mrs. widow Robert Gibson.

2. And that other parcel of land lying on the south west side of the brook ; bounded on the south east, south and south west by the highway from Danville to McBean, on the north west by the north west side line of said lot, on the north east partly by said Wilson, partly by the highway leading to Mr. Wilson, and partly by the said brook as it turns, which said parcel of land contains about thirty acres in superficies, more or less—with the saw mill, grist mill, ice house, dwellings and other buildings thereon erected, with the mill dam, water privilege and pond, as it extends on lots twenty-one and twenty, in the said fourth range of Shipton, and also the electric plant and power, machineries, poles, wire, charters, and generally everything belonging to the said company, and covering the franchise of the same.

WILLIAM REID,
Liquidator.

2284

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 3118.

Dame Elmire Rambert dit St. Martin,
Demanderesse ;

vs.

Frs St. Martin *et al.*, Défendeurs.

Avis est donné qu'un vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 mai 1900, dans une cause dans laquelle Dame Elmire Rambert dit St. Martin, de la cité de Montréal, veuve de Joseph Poitras, est demanderesse ; et François Rambert dit St. Martin, absent de cette province et résidant actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, Louise Rambert dit St. Martin, de la ville de Saint Henri, épouse commune en biens de Siméon Goyette, du même lieu, et ce dernier aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Clérina Rambert dit St. Martin, de la cité de Montréal, veuve de Joseph Massé, Adeline St. Martin, de Montréal, Domitilde Berger dit Rougeau, de la cité de Montréal, veuve de Louis St. Martin, Domitilde St. Martin, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Victor Lamothe, du même lieu, et ce dernier aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Louis St. Martin, de Montréal, Joseph St. Martin, de Montréal, Vitaline St. Martin, de Montréal, veuve de Arthur Gauthier, Octave St. Martin, de Montréal, Joseph St. Martin, de Montréal, Caroline St. Martin, de Montréal, épouse commune en biens de Jean Mailloux, de Montréal, et ce dernier aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, et Louise Picotte, épouse de Norbert Sévigny, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse et personnellement, Maria Picotte, épouse de Joseph Chauvin, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Charles Picotte, Catherine Picotte, épouse de Fortunat Bélanger, ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Emma Picotte, épouse de Eugène Lalonde, et ce dernier aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, et Gaspard Albert Picotte, Joseph Picotte et Mathilde Picotte, épouse de Joseph Sauvé, et ce dernier aux présentes, pour autoriser sa dite épouse et comme défendeur, ces douze derniers, de la ville d'Ottawa, de la province d'Ontario, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un emplacement connu et désigné sous le numéro mille cinq cent dix (No 1510), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal : borné en front ci devant par la ruelle Saint-Joachim, laquelle est maintenant connue sous le nom de la rue Kent, d'un côté par le numéro 1509, en arrière par les numéros 1506 et 1507, et de l'autre côté par les numéros 1511 et 1512, aux mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1900, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, cour de pratique ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudi-

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 3118.

Dame Elmire Rambert dit St. Martin,
Plaintiff ;

vs.

Frs. St. Martin *et al.*, Defendants.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 22nd of May, 1900, in a cause wherein Dame Elmire Rambert dit St. Martin, of the city of Montreal, widow of Joseph Poitras, is plaintiff ; and François Rambert dit St. Martin, absent from this province and now residing in the United States of America, Louise Rambert dit St. Martin, of the town of Saint Henri, wife common as to property of Simeon Goyette, of the same place, and the latter as well personally as to authorize his said wife, Clérina Rambert dit St. Martin, of the city of Montreal, widow of Joseph Massé, Adeline St. Martin, of Montreal, Domitilde Berger dit Rougeau, of the city of Montreal, widow of Louis St. Martin, Domitilde St. Martin, of the city of Montreal, wife common as to property of Victor Lamothe, of the same place, and the latter as well personally as to authorize his said wife, Louis St. Martin, of Montreal, Joseph St. Martin, of Montreal, Vitaline St. Martin, of Montreal, widow of Arthur Gauthier, Octave St. Martin, of Montreal, Joseph St. Martin, of Montreal, Caroline St. Martin, of Montreal, wife common as to property of Jean Mailloux, of Montreal, and the latter as well personally as to authorize his said wife, and Louise Picotte, wife of Norbert Sévigny, and the latter as well personally as to authorize his said wife, Maria Picotte, wife of Joseph Chauvin, and the latter as well personally as to authorize his said wife, Charles Picotte, Catherine Picotte, wife of Fortunat Bélanger, and the latter as well personally as to authorize his said wife, Emma Picotte, wife of Eugène Lalonde, and the latter as well personally as to authorize his said wife, and Gaspard Albert Picotte, Joseph Picotte and Mathilde Picotte, wife of Joseph Sauvé, and the latter as well personally as to authorize his said wife and as defendant, the twelve latter of the city of Ottawa, in the province of Ontario, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A lot known and described as number one thousand five hundred and ten (No. 1510), on the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, in the city of Montreal ; bounded in front formerly by Saint Joachim lane, which is now known as Kent street, on one side by No. 1509, in rear by Nos. 1506 and 1507, and on the other side by Nos. 1511 and 1512, on the same official plan and book of reference—with buildings thereon erected.

The immovable above described will be offered and adjudged to the last and highest bidder for sale, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, (1900), sitting court, in a room of the court house, Montreal, practice court ; subject to the charges, clauses and conditions inscribed to the list of charges deposited in the protonotary's office of said court ; and all oppositions to annul or secure charges and to withdraw, to the said licitation must be filed with the protonotary's office of said court at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication, and all oppositions for payment must be filed in the six days after the adjudication ; and, by default by the parties of

oation ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

ARTHUR DESJARDINS,
Avocat et procureur de la demanderesse.
Montréal, 23 mai 1900. 2235-2
[Première publication, 26 mai 1900.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } GASPARD DE SERRES, Nos 203, 274 et 173. } comptable, de la cité et du district de Montréal, Demandeur par reprise d'instance ; contre THOMAS ANDREW COUSINS, comptable, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à la succession vacante de feu Octavian N. E. Boucher, en son vivant notaire public, de la dite ville de Saint-Jean, suivant acte de curatelle dûment homologué et enregistré, Défendeur par reprise d'instance, Gaspard De Serres, Demandeur, vs Octavian N. E. Boucher, Défendeur, et Gaspard De Serres, Demandeur par reprise d'instance, vs Dame Catherine Frances Allan, es-qualité, Défenderesse par reprise d'instance.

Comme appartenant au dit Thomas Andrew Cousins, es-qualité, Défendeur.

Un morceau de terre situé au côté ouest de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné comme étant à peu près la partie centre du lot numéro deux cent vingt-cinq (partie du No 225), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean ; borné en front par le canal Chambly, à l'ouest par les lots Nos 231 et 232, au nord par la partie nord du dit lot No 225, et au sud par la partie sud du dit lot No 225, de la contenance d'environ trente-sept pieds de largeur sur cent quatre-vingt-trois pieds de longueur—avec une maison en briques, connue sous le No 8, de la dite rue Champlain, et comme formant la partie centre du pâté de maisons appelé Riverside Terrace, et autres bâtisses y érigées, ensemble avec le droit de passage en commun avec tous ceux qui ont droit de passer au bout sud de la dite Terrace et passage en arrière des remises des logis portant les Nos 9, 10 et 11, de la dite rue Champlain, tel que maintenant existant. Les murs latéraux de la dite maison seront mitoyens et les égouts et clôtures en commun.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 juin 1900. 2415
[Première publication, 16 juin 1900.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

following said oppositions in the delays above described, they will be foreclosed of the right to do so.

ARTHUR DESJARDINS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd May, 1900. 2236
[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } GASPARD DE SERRES, Nos 203, 274 and 173. } accountant, of the city and district of Montreal, Plaintiff par reprise d'instance ; against THOMAS ANDREW COUSINS, accountant, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, in his capacity of curator duly appointed in justice to the vacant estate of the late Octavian N. E. Boucher, in his lifetime notary public, of the said town of Saint Johns, according to the curatorship duly homologated and registered, Defendant, par reprise d'instance ; Gaspard De Serres, Plaintiff vs. Octavian N. E. Boucher, Defendant, and Gaspard De Serres, Plaintiff par reprise d'instance vs. Dame Catherine Frances Allan, Defendant es-qualité par reprise d'instance.

As belonging to the said Thomas Andrew Cousins, defendant es-qualité.

A piece of ground situate on the west side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated as being about the centre part of the lot number two hundred and twenty-five (part of No. 225), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns ; bounded in front by the Chambly canal, to the west by the lots Nos. 231 and 232, to the north by the northern part of the said lot No. 225, and to the south by the southern part of the said lot No. 225, containing about thirty-seven feet in width by one hundred and eighty-three feet in length—with a brick house, known under the No. 8, of the said Champlain street, and forming the centre part of the block of houses called Riverside Terrace, and other buildings thereon erected, together with the right of way in common with all who may have the right to pass at the south end of the said Terrace and in the lane in the rear of the outbuildings of the tenements bearing the Nos. 9, 10 and 11, of the said Champlain street, as it is now existing. The lateral walls of the said house will be party walls and the sewers and fences in common.

To be sold at my office, in the Court House, in the said town of Saint Johns, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 13th June, 1900. 2416
[First published, 16th June, 1900.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska—
Fraserville.

No 1674. } **L'HONORABLE THOMAS P. PEL-**
LETIER, Demandeur; contre
ERNESTINE CASTONGUAY, Défenderesse,
et

Cour Supérieure—District de Kamouraska—
Fraserville.

No 2642. } **L'HONORABLE THOMAS P. PEL-**
LETIER, Demandeur; contre
MAGLOIRE CASTONGUAY, ès-qualité, et
ERNESTINE CASTONGUAY, Défendeurs.

1° Comme appartenant à Ernestine Castonguay : un dixième indivis des lots numéros 27a, 27b, 27c et 27d (vingt-sept a, vingt-sept b, vingt-sept c et vingt-sept d), du cadastre du canton Bégon, dans le quatrième rang, dans la paroisse de Saint-Jean de Dieu, dans le comté de Témiscouata—avec un dixième indivis dans les bâties construites sur les dits lots.

2° Comme appartenant à Magloire Castonguay ès-qualité : quatre dixièmes indivis des dits lots 27a, 27b, 27c et 27d, du cadastre ci-dessus cité—avec aussi quatre dixièmes indivis dans les bâties érigées sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Jean de Dieu, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin. Brefs rapportables suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 22 mai 1900. 2187-2
[Première publication, 26 mai 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, district of Kamouraska.—
Fraserville.

No. 1674. } **THE HONORABLE THOMAS P.**
PELLETIER, Plaintiff; against
ERNESTINE CASTONGUAY, Defendant,
and

Superior Court, district of Kamouraska.—
Fraserville.

No. 2642. } **THE HONORABLE THOMAS P.**
PELLETIER, Plaintiff; against
MAGLOIRE CASTONGUAY, ès-qualité, and
ERNESTINE CASTONGUAY, Defendants.

1. As belonging to Ernestine Castonguay : one undivided tenth of the lots numbers 27a, 27b, 27c and 27d (twenty-seven a, twenty-seven b, twenty-seven c and twenty-seven d), of the cadastre of the township Bégon, in the fourth range, in the parish of Saint Jean de Dieu, in the county of Témiscouata—with, moreover, one undivided tenth in the buildings erected on the said lots.

2. As belonging to Magloire Castonguay, ès-qualité : four undivided tenths of the said lots 27a, 27b, 27c and 27d, of the cadastre hereinabove cited—with, moreover, four undivided tenth in the buildings erected on the said lots.

To be sold at the church door of Saint Jean de Dieu, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writs returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shériff.
Fraserville, 22nd May, 1900. 2188
[First published, 26th May, 1900.]

Ventes par le Shérif—Montreal

Sheriff's Sales—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No 3160. } **COMPANY OF CANADA,**
corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de THOMAS ANDERSON RICHARDSON, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, dans le comté de Jacques-Cartier, étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, sous le numéro trois cent vingt-quatre (partie de 324); borné en front par le chemin public, tel qu'il existe maintenant, en arrière par le chemin de la Concession Sainte-Marie, d'un côté par le lot numéro trois cent vingt-cinq, du dit plan, et de l'autre côté par le lot numéro trois cent vingt-trois, du même plan, contenant environ quatre arpents de front sur environ trente arpents de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâties érigées sur le susdit morceau de terre, avec le droit d'accès jusqu'au bord du Lac par un chemin de cinquante pieds de largeur, le dit chemin étant à une distance de cent vingt-cinq pieds du dit lot numéro trois cent vingt-trois, et courant parallèle à la ligne du dit lot et entre le chemin principal et le bord de l'eau, le dit chemin courant à travers le front du dit lot numéro trois cent vingt-quatre, situé entre le dit chemin principal et la rivière Ottawa, et appartenant à Dame Veronica Anny May Ritchie, épouse de John B. Wood. A distraire du dit morceau de terre les parties d'icelui vendues à la compagnie de chemin de fer Grand Tronc du Canada et à la compagnie de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No 3160. } **COMPANY OF CANADA,**
a corporation legally constituted by public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS ANDERSON RICHARDSON, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain parcel of land situate in the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, in the county of Jacques Cartier, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, under the number three hundred and twenty-four (part of 324); bounded in front by the public road as now existing, in rear by the road of the "Concession Sainte-Marie", on one side by lot number three hundred and twenty-five, of the said plan, and on the other side by lot number three hundred and twenty-three, of the same plan, containing about four arpents in front by about thirty arpents in depth, more or less—with all the buildings erected on the above described parcel of land, with the right of access to the Lake Shore by a road fifty feet in width, said roadway being at a distance of one hundred and twenty-five feet from said lot number three hundred and twenty-three, and running parallel to the line of said lot and between the main road and the water frontage, said road running across the front portion of said lot number three hundred and twenty-four, situate between said main road and the Ottawa River, and owned by Dame Veronica Anny May Ritchie, wife of John B. Wood. To be detached from the said parcel of land the portions thereof sold to the

chemin de fer Ontario et Québec, et maintenant employés par les dites compagnies comme chemins de fer.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 12 juin 1900.

Shérif.
2397

[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES HENRI ALEC
No. 3329. } GUIMOND, rentier, de
la cité et du district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tenements de ALBERT DES-
CHAMPS, de la cité de Saint-Henri, dit district,
Défendeur.

Un lot de terre sis et situé sur la rue Saint-Jacques, en la cité de Saint-Henri, lequel est maintenant connu et désigné sous le numéro 1649, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus érigées ; borné en front par la rue Saint-Jacques, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 12 juin 1900.

Shérif.
2395

[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (E)

District de Montréal.

Montréal à savoir : } FRANK SCOTT ES-QUALITÉ,
No. 1247. } des cité et district de
Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DEMOISELLE MARY ELLEN GUERIN, de la même lieu, Défenderesse.

Avec est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui a eu lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le vingt-troisième jour de mai dernier (1900), à trois heures de l'après-midi, aura lieu de nouveau à DIX heures de l'avant-midi, en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de JUILLET prochain, à la folle enchère, frais, risques et charges de J. M. Guerin, comptable, de Montréal, l'adjudicataire en défaut, et cela à la charge de et sous toutes peines que de droit, même par contrainte par corps.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,
Montréal, 13 juin 1900.

Député Shérif.
2419

[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No. 2826. } FRANCO-CANADIEN,
DIEN, corps politique et incorporé, ayant le siège principal de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de THOMAS MURPHY, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, sur le côté sud-ouest de la rue Sanguinet, étant la subdivision deux cent trente-deux, du lot officiel neuf cent trois (232 de 903), du dit quartier Saint-Louis, contenant vingt pieds de front sur une profondeur de soixante et douze pieds, mesure anglaise—avec une maison, allonge et hangar, tous en bois lambrissés en brique dessus construits, et avec droit dans le passage commun en arrière du dit lot communiquant de la rue Roy à la rue Saint-Jean Baptiste,

2° Un lot de terre faisant front sur la rue Berri, dans la cité de Montréal, mesurant vingt pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, for-

Grand Trunk Railway Company of Canada and to the Ontario and Quebec Railway Company, and now used by said companies as railways.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montreal, 12th June, 1900.

Sheriff.
2398

[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES HENRI ALEC
No. 3329. } GUIMOND, rentier, of
the city and district of Montreal, Plaintiff ; against
the lands and tenements of ALBERT DES-
CHAMPS, of the city of Saint Henry, said district,
Defendant.

A lot of land situate and being on Saint James street, in the city of Saint Henry, which is now known and described as number 1649, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint James street, as the whole non is with the active and passive servitudes apparent or hidden attached to the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office,
Montreal, 12th June, 1900.

Sheriff.
2396

[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (E).

District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANK SCOTT ES-QUALITÉ,
No. 1247. } of the city and district of
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DEMOISELLE MARY ELLEN GUERIN, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this present cause, which took place in my office, in the city of Montreal, on the twenty-third day of May last (1900), at three of the clock in the afternoon, will take place again at TEN of the clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JULY next, at the resale, costs, risks and charges of J. M. Guerin, accountant, of Montreal, the defaulting bidder, and this under all legal penalties, even coercive imprisonment.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,
Montreal, 13th June, 1900.

Deputy Sheriff.
2420

[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 2826. } FRANCO-CANADIEN,
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS MURPHY, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal, on the south west side of Sanguinet street, being subdivision two hundred and thirty-two, of the official lot nine hundred and three (232 of 903), of the said Saint Louis ward, containing twenty feet in front by a depth of seventy-two feet, english measure—with a house, extension and out house thereon erected, and with a right to the common passage in rear of the said lot leading from Roy street to Saint Jean Baptiste street.

2° A lot of land fronting on Berri street, in the city of Montreal, measuring twenty feet in front by eighty feet in depth, forming part of lot number

mant partie du lot numéro cinq, de la subdivision officielle du lot numéro douze cent trois (1203, sub. 5), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, le dit lot de terre commençant à une distance de vingt-cinq pieds du lot voisin, à savoir : lot numéro six, de la dite subdivision douze cent trois, et borné en arrière par partie du lot numéro douze cent deux, au sud-est par le résidu du dit lot numéro cinq, de la dite subdivision douze cent trois, et au nord-ouest par l'autre partie du même lot numéro cinq, de la dite subdivision douze cent trois.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE.

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 13 juin 1900 2417
[Première publication, 16 juin 1900]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit, — District de Montréal.

Montréal, à savoir : JES CURE ET MAR-
No 10919. J. GUILLIERS DE
L'OEUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE
DE SAINT-LAURENT, corps politique et incor-
poré, ayant sa principale place d'affaires en la dite
paroisse de Saint-Laurent, dit district, Demandeurs ;
contre les terres et tenements de JOSEPH
LABELLE, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

1° Un lot de terre faisant front sur l'avenue
Cartier, de la paroisse de Saint-Laurent, contenant
soixante pieds de front par cent quatre pieds de
profondeur, mesure anglaise, étant la subdivision
numéro onze (11), du lot officiel numéro dix-neuf
(19), du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent,
district de Montréal.

2° Un autre lot de terre faisant front sur l'avenue
Cartier, paroisse de Saint-Laurent, contenant
soixante pieds de front par cent quatre pieds de
profondeur, mesure anglaise, étant la subdivision
numéro douze (12), du lot officiel numéro dix-neuf
(19), du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent,
district de Montréal.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN
prochain à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 22 mai 1900 2195-2
[Première publication, 26 mai 1900]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : JAMES AQUIN, menui-
No 2114. J. sier, du village de Vau-
dreuil, district de Montréal, Demandeur ; contre
les terres et tenements de PATRICK C. SHAN-
NON, comptable, des cité et district de Montréal,
en sa qualité de tuteur dûment élu en justice à
François A. et Marie E. Bastien, enfants mineurs
issus du mariage de feu Eugène Charles Bastien, en
son vivant notaire, de Vaudreuil, avec Dame Marie
Theresa Shannon, son épouse, Défendeur.

Saisi comme appartenant et en la possession du
dit défendeur, es-qualité.

La moitié indivise d'un lot de terre situé au vil-
lage de Vaudreuil ; borné en front par la rue Saint-
Michel, le dit lot connu et désigné au cadastre
hypothécaire du dit village de Vaudreuil, pour le
comté de Vaudreuil, sous le numéro cinquante-
neuf (No 59)—sans bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Vaudreuil, le VINGT-
HUITIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE
heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 23 mai 1900. 2223-2
[Première publication, 26 mai 1900.]

five, of the official subdivision of lot number twelve
hundred and three (1203 sub. 5), of the official
plan and book of reference of the Saint James
ward, in the city of Montreal, the said lot of land
commencing at a distance of twenty-five feet from
the adjoining lot, viz : lot number six, of said subdivi-
sion twelve hundred and three, and bounded in
rear by part of lot number twelve hundred and two,
on the south east by the residue of said lot number
five, of said subdivision twelve hundred and three,
and to the north west by the other part of the same
lot number five, of said subdivision twelve hundred
and three.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-FIRST day of the month of
JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 13th June, 1900. 2418
[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court, — District of Montreal.

Montreal, to wit : JES CURE AND CHURCH-
No. 10919. J. WARDENS OF THE FA-
BRIQUE OF THE PARISH OF SAINT-LAU-
RENT, a body politic and corporate, having its
principal place of business in the said parish of
Saint Laurent, said district, Plaintiffs ; against the
lands and tenements of JOSEPH LABELLE, of
the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land fronting on Cartier avenue, of
the parish of Saint Laurent, containing sixty feet
in front by one hundred and four feet in depth,
english measure, being the subdivision number
eleven (11), of the official lot number nineteen (19),
of the cadastre of the parish of Saint Laurent,
district of Montreal.

2° Another lot of land fronting on Cartier avenue,
of the parish of Saint Laurent, containing sixty
feet in front by one hundred and four feet in depth,
english measure, being the subdivision number
twelve (12), of the official lot number nineteen (19),
of the cadastre of the parish of Saint Laurent, dis-
trict of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at
TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 22nd May, 1900. 2196
[First published, 26th May, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : JAMES AQUIN, joiner, of
No. 2114. J. the village of Vaudreuil,
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of PATRICK C. SHANNON,
accountant, of the city and district of Montreal, in
his quality of tutor duly appointed by law to Fran-
çois A. and Marie E. Bastien, minors issue of the
marriage of the late Eugène Charles Bastien, in his
lifetime, notary, of Vaudreuil with Dame Marie
Theresa Shannon, his wife, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of
the said defendant es-qualité.

The undivided half of a lot of land situate in the
village of Vaudreuil ; bounded in front by Saint
Michel street, said lot known and described on the
hypothecary cadastre of the said village of Vau-
dreuil, for the county of Vaudreuil, as number fifty-
nine (No. 59)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Vaudreuil, on the TWENTY-EIGHTH day
of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 23rd May, 1900. 2224
[First published, 26th May, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Court de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **LES CURE ET MAR-**
No 10920. } L GUILLIERS DE L'ŒU-
VRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE
SAINT-LAURENT, corps politique et incorporé,
 ayant sa principale place d'affaires en la dite pa-
 roisse de Saint-Laurent, dit district, Demandeurs ;
 contre les terres et tenements de **POMELA**
ROCHON, épouse séparée de biens de Toussaint
 Desjardins, de la cité de Sainte-Cunégonde de
 Montréal, district de Montréal, et ce dernier pour
 autoriser son épouse aux fins des présentes, Défende-
 resse.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse,
 Pomela Rochon, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-
 Laurent, district de Montréal—avec circonstances et
 dépendances ; borné en front par la rue Victoria,
 connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi
 officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le
 numéro quatre-vingt-quatre, de la subdivision d'une
 partie du lot numéro primitif quatre cent neuf.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-
 Laurent, district de Montréal—avec circonstances et
 dépendances ; borné en front par la rue Victoria,
 connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi
 officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le
 numéro quatre-vingt-six, de la subdivision d'une
 partie du lot numéro primitif quatre cent neuf.

3° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-
 Laurent, district de Montréal—avec circonstances et
 dépendances ; borné en front par la rue Victoria,
 connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi
 officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le
 numéro quatre-vingt-huit, de la subdivision d'une
 partie du lot numéro primitif quatre cent neuf.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de
 Montréal, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUIN**
 prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 22 mai 1900.

[Première publication, 26 mai 1900.]

Shérif,

2189-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Court de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **LES CURE ET MAR-**
No 11504. } L GUILLIERS DE L'ŒU-
VRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE
SAINT-LAURENT, corps politique et incorporé,
 ayant sa principale place d'affaires en la dite paroisse
 de Saint-Laurent, district de Montréal, Deman-
 deurs ; contre les terres et tenements de **LOUIS**
DESJARDINS, marchand, de la cité de Sainte-
 Cunégonde de Montréal, dit district, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de
 Saint-Laurent, district de Montréal—avec circons-
 tances et dépendances, connu et désigné sur le plan
 et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de
 Saint-Laurent, sous le numéro dix-huit, de la subdivi-
 sion du lot numéro primitif trente-quatre ; borné
 en front par une rue connue et désignée sur les
 susdits plan et livre de renvoi officiels sous le nu-
 méro vingt-neuf, de la subdivision du dit lot numéro
 primitif trente-quatre.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-
 Laurent, district de Montréal—avec circonstances et
 dépendances, connu et désigné sur le plan et au
 livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
 Laurent, sous le numéro dix-neuf de la subdivision
 du lot numéro primitif trente-quatre ; borné en front
 par une rue connue et désignée sur les susdits plan
 et livre de renvoi officiels sous le numéro vingt-
 neuf, de la subdivision du dit lot numéro primitif
 trente-quatre.

3° Un terrain situé dans la paroisse de Saint-
 Laurent, district de Montréal—avec circonstances
 et dépendances, connu et désigné sur le plan et au
 livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
 Laurent, sous les numéros quatre-vingt-huit et
 quatre-vingt-neuf, de la subdivision du lot numéro

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : **THE CURE AND CHURCH-**
No. 10920. } WARDENS OF THE
FABRIQUE OF THE PARISH OF SAINT
LAURENT, a body politic and corporate, having
 its principal place of business in the said parish of
 Saint Laurent, said district, Plaintiffs ; against the
 lands and tenements of **POMELA ROCHON**, wife
 separated as to property of Toussaint Desjardins, of
 the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, district
 of Montreal, and the latter to authorize his wife for
 the purposes hereof, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Pomela
 Rochon, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint
 Laurent, district of Montreal—with circumstances
 and dependencies ; bounded in front by Victoria
 street, known and described on the official plan and
 book of reference of the said parish of Saint Laurent,
 as number eighty-four, of the subdivision of a part
 of the lot primitive number four hundred and nine.

2. A lot of land situate in the parish of Saint
 Laurent, district of Montreal—with circumstances
 and dependencies ; bounded in front by Victoria
 street, known and described on the official plan and
 book of reference of the said parish of Saint Laurent,
 as number eighty-six, of the subdivision of a part
 of the lot primitive number four hundred and nine.

3. A lot of land situate in the parish of Saint
 Laurent, district of Montreal—with circumstances
 and dependencies ; bounded in front by Victoria
 street, known and described on the official plan and
 book of reference of the said parish of Saint Laurent,
 as number eighty-eight, of the subdivision of a part
 of the lot primitive number four hundred and nine.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **TWENTY-EIGHTH** day of **JUNE** next, at
TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 22nd May, 1900.

[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff,

2190

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : **THE CURE AND**
No 11504. } CHURCH WARDENS
OF THE FABRIQUE OF THE PARISH OF
SAINT LAURENT, a body politic and corporate,
 having its chief place of business in the said parish
 of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiffs ;
 against the lands and tenements of **LOUIS DES-**
JARDINS, merchant, of the city of Sainte-Cuné-
 gonde of Montreal, said district, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint
 Laurent, district of Montreal—with circumstances
 and dependencies, known and described on the of-
 ficial plan and book of reference of the said parish
 of Saint Laurent, as number eighteen, of the subdivi-
 sion of the lot primitive number thirty-four ;
 bounded in front by a street known and designated
 on the aforesaid official plan and book of reference
 as number twenty-nine, of the subdivision of the
 said primitive lot number thirty-four.

2. A lot of land situate in the parish of Saint
 Laurent, district of Montreal—with circumstances
 and dependencies, known and designated on the
 official plan and book of reference of the said parish
 of Saint Laurent, as number nineteen, of the subdivi-
 sion of the lot primitive number thirty-four ;
 bounded in front by a street known and designated
 on the aforesaid official plan and book of reference
 as number twenty-nine of the subdivision of the
 said lot primitive number thirty-four.

3. A lot of land situate in the parish of Saint
 Laurent, district of Montreal—with circumstances
 and dependencies, known and designated on the
 official plan and book of reference of the said par-
 ish of Saint Laurent, as numbers eighty-eight and
 eighty-nine, of the subdivision of the lot primitive

primitif trente-cinq ; le dit terrain borné en front par l'avenue des Cèdres.

4° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal—avec circonstances et dépendances, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro dix-sept, de la subdivision du lot primitif trente-cinq ; borné en front par la rue du Bocage, et d'un côté par l'avenue du Côteau.

5° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal—avec circonstances et dépendances, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro seize, de la subdivision du lot numéro primitif trente-cinq ; borné en front par la rue du Bocage.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 22 mai 1900.

[Première publication, 26 mai 1900.]

Shérif.

2197-2

number thirty-five ; the said lot bounded in front by *avenue des Cèdres*.

4. A lot of land situate in the parish of Saint Laurent, district of Montreal—with circumstances and dependencies, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number seventeen, of the subdivision of the primitive lot number thirty-five ; bounded in front by du Bocage street, and on one side by *avenue du Côteau*.

5. A lot of land situate in the parish of Saint Laurent, district of Montreal—with circumstances and dependencies, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number sixteen, of the subdivision of the lot primitive number thirty-five ; bounded in front by du Bocage street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 22nd May, 1900.

[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff.

2198

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **B**ENJAMIN DÉCARIE, No 1575. } cultivateur, de la ville de Montréal Ouest, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de FRANÇOIS XAVIER JOSEPH GOUGEON, cultivateur, de la Côte Saint-Luc, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dit district, Défendeur.

Une terre sise et située partie en la Côte Saint-Luc et partie en la Côte de Liesse, dans le district de Montréal, la partie située en la Côte Saint-Luc, étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent quinze (115), et la partie située en la Côte de Liesse, étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro cinq cent cinquante-six (556) ; bornée en front par la Côte Saint-Luc—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire de la dite terre les coupes des différents chemins de fer qui traversent la dite terre.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 22 mai 1900.

[Première publication, 26 mai 1900.]

Shérif.

2191-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : { **B**ENJAMIN DECARIE, No 1575. } farmer, of the town of Montreal West, in the parish of Notre Dame de Grâce, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANÇOIS XAVIER JOSEPH GOUGEON, farmer, of La Côte Saint Luc, in the parish of Notre Dame de Grâce, said district, Defendant.

A land situate partly in the Côte Saint Luc, and partly in the Côte de Liesse, in the district of Montreal, the part situate in the Côte Saint Luc, being known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one hundred and fifteen (115), and the part situate in the Côte de Liesse, being known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as number five hundred and fifty-six (556) ; bounded in front by the Côte Saint Luc—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Reserving from the said land the tracks or sections of the several railways that cross the said land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 22nd May, 1900.

[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff.

2192

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **D**AME LUCIE TRUDEAU, No 1353. } de la paroisse de Saint-Basile le Grand, district de Montréal, veuve de feu Toussaint Délorier, en son vivant cultivateur, du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, de LOUIS CHOQUETTE, de la paroisse de Varennes, dans le district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de Alexandre Deslauriers, cultivateur de la paroisse de Saint-Basile, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

La moitié indivise d'une terre connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beceil, comté de Verchères, district de Montréal, sous les numéros douze et deux cent, mesurant la dite terre, trois arpents de front par trente de profondeur—avec maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : { **D**AME LUCIE TRUDEAU, No. 1353. } of the parish of Saint Basile le Grand, district of Montreal, widow of the late Toussaint Délorier, in his lifetime farmer, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writ in this cause, of LOUIS CHOQUETTE, of the parish of Varennes, in the district of Montreal, Defendant, now in the hands of Alexandre Deslauriers, farmer, of the parish of Saint Basile, duly appointed curator to the surrender made by the said defendant.

The undivided half of a land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Beceil, county of Verchères, district of Montreal, under numbers twelve and two hundred, measuring the said land, three arpent in front by thirty in depth—together with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Belœil, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 22 mai 1900. 2193-2
[Première publication, 26 mai 1900.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec. } JOSEPH EDMOND
No 410. } QUINTAL, ALFRED
MARIEU ET JOSEPH
MAGLOIRE CHARLES HAVARD, de la cité de Montréal, commerçants, sous les nom et raison de N. Quintal et Fils, Demandeurs; contre BARON B DE KERVYN et BARON A DE KERVYN, de Ville Marie, dit district.

Les deux tiers indivis, appartenant aux défendeurs, d'un lot de terre situé dans le village de Ville Marie, étant partie du lot numéro vingt-trois (No 23), dans le deuxième rang du canton de Duhamel, dans le dit district de Pontiac, contenant quatre-vingts pieds de largeur et environ cent pieds de longueur; borné au nord par la rue Sainte-Anne, au sud par Alexis Labelle, à l'ouest par le Lac Temiscaminge, et à l'est par François Bélanger—avec moulin à farine sus-érigé.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Pontiac, à Ville Marie, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Bryson, 21 mai 1900. 2237-2
[Première publication, 26 mai 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir: } RICHARD HECHT ET AL-
No 1761. } FRED LAVY, tous deux de la cité de Berlin, en Allemagne, marchands associés et faisant affaires comme tels en la cité de Montréal, sous la raison sociale de "Hecht, Loeb & Co."; contre L. E. GAUVREAU, de Québec, à savoir:

1° Le No 99 (quatre-vingt-dix-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, étant une terre située au premier rang, seigneurie de Beauport.

2° Le lot No 100 (cent), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, étant une terre située au premier rang seigneurie de Beauport—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Dunstan du Lac Beauport, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Québec, 14 juin 1900. 2421
[Première publication, 16 juin 1900.]

parish of Belœil, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 22nd May, 1900. 2194
[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Canada, Province of Quebec. } JOSEPH EDMOND
No. 410. } QUINTAL, ALFRED
MARIEU AND JOSEPH
MAGLOIRE CHARLES HAVARD, of the city of Montreal, traders, under the firm and name of N. Quintal & Fils, Plaintiffs; against BARON B DE KERVYN AND BARON A DE KERVYN, of Ville Marie, said district.

Two undivided thirds, belonging to defendant, of a lot of land situated in the village of Ville Marie, being part of lot number twenty-three (No. 23), in the second range of the township of Duhamel, in the said district of Pontiac, containing eighty feet in width and about one hundred feet in length; bounded to the north by Saint Ann street, to the south by Alexis Labelle, to the west by Lake Temiscaminge, and to the east by François Bélanger—with a grist mill thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the second division of the county of Pontiac, at Ville Marie, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Bryson, 21st May, 1900. 2238
[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit: } RICHARD HECHT AND
No. 1761. } FRED LAVY, both of the city of Berlin, in Germany, merchants and partners carrying on business together as such in the city of Montreal, under the style and firm of "Hecht, Loeb & Co."; against L. E. GAUVREAU, of Quebec, to wit:

1. Lot No 99 (ninety-nine), of the official cadastre of the parish of Saint Dunstan of Lake Beauport, county of Quebec, being a land situate in the first range of the seigniorie of Beauport.

2. Lot No. 100 (one hundred), of the official cadastre of the parish of Saint Dunstan of Lake Beauport, county of Quebec, being a land situate in the first range of the seigniorie of Beauport—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Dunstan of Lake Beauport, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Quebec, 14th June, 1900. 2422
[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS.*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **GEORGE LAMPSON**,
No 1578. } écuyer, avocat, et **FRE-**
DERICK LAMPSON, écuyer, avocat, tous deux
de la cité de Québec ; contre **MICHAEL JAMES**
GREEN, ci-devant de la ville de Lévis, en le
district de Québec, maintenant de la cité de Québec,
à savoir :

Le terme non expiré du bail emphytéotique qui
expirera le 30 avril 1914, pour la partie nord-est du
lot No 2461 (deux mille quatre cent soixante et un),
du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité
de Québec, étant un terrain situé rue Champlain, la
dite partie nord-est étant de vingt-deux pieds deux
pouces, ou environ, mesure anglaise, de front sur
la rue Champlain, sur toute la profondeur du dit lot
avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET
prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,
Député shérif.

Bureau du shérif.
Québec, 14 juin 1900. 2423
[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No 2078. } contre **ALFRED**
SOUCY, des cité et district de Québec, couvreur,
à savoir :

Le lot No 1702 (mille sept cent deux), du cadas-
tre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la
cité de Québec, étant un emplacement situé rue
Aquaduc—avec bâtisses—sujet à une rente annuelle
de \$5.30, payable aux révérendes Dames de l'Hôtel-
Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET
prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Député shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 14 juin 1900. 2425
[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH HONORÉ GIGNAC**,
No 1013. } de la cité de Québec, fabri-
cant d'ouvrages en bois, contre **CHARLES RI-**
VARD, de la paroisse des Ecureuils, à savoir :

La partie du No 46 (quarante-six), du cadastre offi-
ciel de la paroisse des Ecureuils, comté de Portneuf,
étant un emplacement situé en la première conces-
sion, contenant environ cinquante pieds de front
sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin
de front en montant vers le nord-ouest jusqu'au
sommet de la côte, borné en front au sud-est au dit
chemin de front, en profondeur au nord-ouest, au
sommet de la côte ; joignant au nord-est à Dame
Vve Célestin Dussault et au sud-ouest, à Siméon
Papillon—avec bâtisses dessus construites, circon-
stances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
des Ecureuils, le QUATRIEME jour de JUILLET
prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,
Député-shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 31 mai 1900. 2369-2
[Première publication, 2 juin 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Québec Circuit.*

Québec, to wit : } **GEORGE LAMPSON**, esquire,
No. 1578. } advocate, and **FREDERICK**
LAMPSON, esquire, advocate, both of the city of
Québec ; against **MICHAEL JAMES GREEN**,
formerly of the town of Lévis, in the district of
Québec, now of the city of Québec, to wit :

The unexpired term of the emphyteutic lease
which will expire on the 30th April, 1914, for the
north east part of lot No. 2461 (two thousand four
hundred and sixty-one), of the official cadastre of
Champlain ward, of the city of Québec, being a lot
situate on Champlain street, the said north east
part measuring twenty-two feet two inches, or
thereabouts, english measure, in front on Cham-
plain street, by the whole depth of the said lot—
with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
according to law.

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, 14th June, 1900. 2424
[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS.*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 2078. } against **ALFRED SOUCY**,
of the city and district of Québec, roofer, to wit :

Lot No. 1702 (one thousand seven hundred and
two), of the official cadastre for the parish of Saint
Sauveur, in the city of Québec, being an emplace-
ment situate on Aqueduct street—with buildings ;
subject to a yearly rent of \$5.30, payable to the
Ladies of the l'Hôtel-Dieu de Québec, on the 29th
June.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN
of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, 14th June, 1900. 2426
[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **JOSEPH HONORÉ GIGNAC**,
No. 1013. } of the city of Québec, manu-
facturer of joiner's work ; against **CHARLES**
RIVARD, of the parish of Les Ecureuils, to wit :

The part of No. 46 (forty-six), of the official
cadastre of the parish of Les Ecureuils, county of
Portneuf, being a lot situate in the first concession,
containing about fifty feet in front by the depth
there may be between the front road going north
west to the top of the hill ; bounded in front to the
south east by the said front road, in depth to the
north west by the top of the hill, joining on the
north east by Mrs widow Celestin Dussault and, on
the south west by Siméon Papillon—with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Les
Ecureuils, on the FOURTH day of JULY next, at
TEN o'clock in the forenoon. The said writ return-
able according to law.

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's office,
Québec, 31st May, 1900. 2310
[First published, 2nd June, 1900.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the a-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir :

No 417. **JOSEPH ANTOINE VANDAL**, Demandeur ; contre **JOSEPH CHEVALIER**, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le rang sud-ouest de la rivière des Envies, en la paroisse, de Saint-Tite, faisant partie du lot numéro cinq cent sept (507), du cadastre d'icelle paroisse, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins ; borné en front à la rivière des Envies, en profondeur aux terres du rang Saint Pierre, joignant d'un côté au surplus du dit lot No 507, appartenant à Adolphe Leveau de Langis, et de l'autre côté au numéro 508, appartenant à Bazilide Bordeleau ou ses représentants—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 13 juin 1900.Shérif.
2409

[Première publication, 16 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District de Montmagny.*

Trois-Rivières, à savoir :

No 271. **PIERRE RAYMOND MARTINEAU**, avocat, de la ville de Montmagny, en sa qualité de légataire universel de feu P. C. Levasseur, en son vivant rentier, du village Deschaillons, Demandeur ; vs. **AUGUSTE MAGNAN**, Défendeur.

La moitié indivise de l'extrémité sud-ouest des lots de terre numéros cent quarante-huit (148), cent quarante-neuf (149) et cent-cinquante (150), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre ci-devant de la paroisse de Saint-Sévère, et maintenant de la paroisse de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, à laquelle ils ont été annexés, comprenant une étendue d'environ vingt arpents en superficie, à partir de la ligne seigneuriale, située dans le haut de la concession de Bellechasse et sur la Rivière-du-Loup, avec le lit de la rivière, canal et pouvoir d'eau.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paulin, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 23 mai 1900.Shérif.
2219-2

[Première publication, 26 mai 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois Rivières, à savoir :

No 519. **LA BANQUE D'HOCHELAGA**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse ; vs. **THEOPHILE ST. LAURENT** et **CHARLES MCCAFFREY**, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Théophile St. Laurent :

1° Un emplacement situé en la ville de Nicolet, sur le côté nord-est de la rue Notre-Dame, contenant quarante pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, étant le numéro trois cent trente-neuf (339), du cadastre officiel pour les paroisse et ville de Nicolet—avec les bâtisses dessus construites, à la charge d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre piastres en faveur des héritiers de feu François Hyacinthe Bellerose.

2° Un emplacement situé en la ville de Nicolet, coin des rues Saint-Philippe et Ferland, contenant environ quarante cinq pieds de front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, étant le numéro trois cent vingt-sept (327), du cadastre officiel pour les paroisse et ville de Nicolet—avec les bâtisses dessus construites, à la charge d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre piastres en faveur des héritiers de feu François Hyacinthe Bellerose.

3° Un emplacement situé en la ville de Nicolet.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit :

No. 417. **JOSEPH ANTOINE VANDAL**, Plaintiff ; against **JOSEPH CHEVALIER**, Defendant.

A lot of land situate in the south west range of la Rivière des Envies, in the parish of Saint Tite, forming part of lot number five hundred and seven (507), of the cadastre of the said parish, containing two arpents in front by twenty-five arpents in depth, more or less ; bounded in front by the River des Envies, in depth by the lands of the range Saint Peter, joining on one side by the residue of the said lot No. 507, belonging to Adolphe Leveau de Langis, and on the other side by No. 508, belonging to Bazilide Bordeleau or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the EIGHTEENTH day JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DUMOULIN,

Sheriff's office.

Three Rivers, 13th June, 1900.

Sheriff.
2410

[First published, 16th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Montmagny.*

Three Rivers, to wit :

No. 271. **PIERRE RAYMOND MARTINEAU**, advocate, of the town of Montmagny, in his quality of universal legatee of late P. C. Levasseur, in his lifetime rentier, of the village Deschaillons, Plaintiff ; against **AUGUSTE MAGNAN**, Defendant.

The undivided half of the south west extremity of the lots of land numbers one hundred and forty-eight (148), one hundred and forty-nine (149) and one hundred and fifty (150), of the official plan and book of reference of the cadastre of the former parish of Saint Sévère, and now of the parish of Saint Paulin, county of Maskinongé, to which they have been annexed, comprising an extent of about twenty arpents in area, starting from the seigniorial line situate at the end (haut) of the concession of Bellechasse and on the River du Loup—with the bed of the river, canal and water power.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paulin, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 23rd May, 1900.

Sheriff.
2220

[First published, 26th May, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit :

No. 519. **LA BANQUE D'HOCHELAGA**, a body politic and corporate, having its chief business office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs. **THEOPHILE ST. LAURENT** and **CHARLES MCCAFFREY**, Defendants.

As belonging to the said defendant Théophile St. Laurent.

1. A lot situate in the town of Nicolet, on the north east side of Notre Dame street, containing forty feet in front by one hundred feet in depth, more or less, being number three hundred and thirty-nine (339), of the official cadastre for the parish and town of Nicolet—with the buildings thereon erected, subject to the charge of an annual and perpetual rent of four dollars in favor of the heirs of the late François Hyacinthe Bellerose.

2. A lot situate in the town of Nicolet, corner of Saint Philippe and Ferland streets, containing about forty-five feet in front by about ninety feet in depth, being number three hundred and twenty-seven (327), of the official cadastre for the parish and town of Nicolet—with the buildings thereon erected, subject to the charge of an annual and perpetual rent of four dollars in favor of the heirs of the late François Hyacinthe Bellerose.

3. A lot situate in the town of Nicolet, on the

sur le côté sud de la rue Sinaï, contenant environ quarante et un pieds et demi de front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, allant en se rétrécissant et n'ayant en profondeur que trente-neuf pieds de largeur; borné par devant à la dite rue, par derrière par Théophile Thérien, du côté nord-est à Charles Jutras Lavallée ou représentants, et du côté nord-ouest à François Raiche ou représentants, étant partie du lot de terre numéro trois cent soixante (360), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les paroisse et ville de Nicolet—avec maison et autres dépendances dessus construites. A la charge d'une rente annuelle et perpétuelle de neuf piastres en faveur de Théophile Thérien.

4° Un emplacement situé en la ville de Nicolet, côté nord de la rue Sinaï, d'environ soixante et deux pieds et demi de front sur environ quarante-six pieds de profondeur, borné par devant à la dite rue Sinaï, par derrière aux représentants de feu Alfred Daneau, du côté nord-est à François-Xavier Rivard, et du côté sud-ouest à Calixte Bourk—avec maison et autres dépendances dessus érigées, icelui emplacement étant partie sur le bout nord-est du lot connu et désigné au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour les paroisse et ville de Nicolet, sous le numéro trois cent quarante-neuf (349). A la charge d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre piastres en faveur de Théophile Thérien.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 23 mai 1900.

[Première publication, 26 mai 1900.]

Shérif.

2221

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 23rd May, 1900.

[First published, 26th May, 1900.]

Sheriff.

2222

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Ashburton.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 1, du 8e rang, à Ephrem Réguer.
9e rang.

Lot 4, à Mich. Arbour.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 9, à X. Roy.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 9, à Jos. Denault.

Canton Cabano.

Lot 32, du 12e rang, à Alf. Thibault.

Canton Demeules.

Lot 33, du 1er rang, à Jos. Côté.

Lot 33, du 2e rang, à Jos. Côté.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 16 juin 1900.

2389

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Ashburton.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 1, of 8th range, to Ephrem Réguer.
9th range.

Lot 4, to Mich. Arbour.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 9, to X. Roy.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 9, to Jos. Denault.

Township Cabano.

Lot 32, of 12th range, to Alf. Thibault.

Township Demeules.

Lot 33, of 1st range, to Jos. Côté.

Lot 33, of 2nd range, to Jos. Côté.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 16th June, 1900.

2390

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club, which is hereby constituted in corporation.

Dans le comté d'OTTAWA, le cercle agricole ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
Cercle agricole de la municipalité du canton "Ponsonby."

F. G. MARCHAND.

Commissionnaire de l'Agriculture, *per interim*.
Québec, 14 juin 1900. 2435

In the county of OTTAWA, the following club is authorized under the following name, to wit :
Farmers' club of the municipality of "Ponsonby" township.

F. G. MARCHAND.

Commissioner of Agriculture, *per interim*.
Quebec, 14th June, 1900. 2436

Avis Divers

Avis public est par les présentes donné que, dans un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie Le Monde Illustré".

L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est la publication de journaux, revues, de faire des impressions et d'acquiescer tout le matériel nécessaire à cet effet.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de dix-huit mille piastres divisé en cent quatre-vingts actions de cent piastres chacune.

Les requérants sont : Louis Beaudry, contracteur, François-Xavier Dupuis, avocat, Philippe Beaudry, commis, tous des cité et district de Montréal ; Edouard Zotique Massicotte, journaliste, et Olivier Dupuis, maître de poste, tous deux de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, lesquels sont tous sujets britanniques et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

DUPUIS & LUSSIER,

Avocats des requérants.

Montréal, 14 juin 1900. 2433

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, to obtain letters patent, constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic under the name of "La Compagnie d'Imprimerie Le Monde Illustré."

The object for which the company's incorporation is sought is the publication of news papers, reviews, to make impressions and to acquire all the necessary material to carry out said business.

The company's principal place of business will be in the city and the district of Montreal.

The capital stock will be eighteen thousand dollars divided into one hundred and eighty shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Louis Beaudry, contractor, François Xavier Dupuis, advocate, Philippe Beaudry, clerk, all of the city and district of Montreal ; Edouard Zotique Massicotte, journalist, and Olivier Dupuis, post-master, both of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, said district, who are all British subjects and will be the first directors of the said company.

DUPUIS & LUSSIER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th June, 1900. 2434

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re Delle M. L. A. Lafond, hôtelière, de la cité de
Montréal, " Dame A. Lafond ", Faillie.

et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3e jour de juillet 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,

Curateur.

Montréal, 14 juin 1900. 2427

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Cyr & Guité, de New Carlisle,
marchands, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du huitième jour de juin 1900, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints en cette affaire.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cet avis.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 8 juin 1900. 2429

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Miss M. L. A. Lafond, hotel-keeper, of the
city of Montreal, " Dame A. Lafond ", Insolvent ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd day of July, 1900, after which date dividends will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,

Curator.

Montreal, 14th June, 1900. 2428

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
In the matter of Cyr & Guité, of New Carlisle,
Insolvents.

Notice is hereby given that by order of the court, dated the eighth day of June, 1900, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors of the said insolvents are required to file their claims, duly attested on oath, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators.

Quebec, 8th June, 1900. 2430

Province de Québec,
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 50.

In re C. A. Hamel, machiniste, de Saint-Hyacinthe,
Requérant cession de biens ;
et

Many, Hurteau & Baron, fabricants de chaussures,
de Saint-Hyacinthe, Cédants.

Je, soussigné, Joseph-Cyprien Desautels, notaire,
de la cité de Saint-Hyacinthe, ai été nommé cura-
teur aux biens des dits Many, Hurteau & Baron,
par décision de l'honorable Louis Tellier, juge de la
cour supérieure, en date du 29 mai dernier.

Les créanciers des dits Many, Hurteau & Baron
sont requis de produire leurs réclamations asser-
mentées, à mon bureau, dans un délai de 30 jours
à compter de la date du présent avis.

JOS. C. DESAUTELS,
Curateur.

No 7, rue Saint-Denis.
Saint-Hyacinthe, 2 juin 1900. 2431

In re Alfred Poliquin, Québec, Insolvable.
Avis public est donné qu'un premier et dernier
bordereau de dividende a été préparé en cette affaire,
et que ce dividende sera payable à mon bureau le
2 juillet prochain.

D. ARCAND,
Curateur. 2437

Québec, 16 juin 1900.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 24

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :—Divers lots du canton
de Stanbridge à la municipalité de Bedford,
1304.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis,
etc., 1299.

BARREAU :—*De Montréal* :—Candidats à l'étude,
1320.

De Saint-François :—Admission à l'étude du
droit, 1318.

Section de Bedford :—Candidat à la pratique et à
l'étude, 1319.

Section de Québec :—Aspirants à l'étude, 1319.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assem-
blée législative, 1309 ; Conseil législatif, 1308.

CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Municipalité
du canton Ponsonby, 1333.

DÉCRET CANONIQUE :—Erigent en cure et paroisse
partie de Saint-Laurent, partie de Saint-Enfant-
Jésus et partie de Saint-Edouard, 1311.

EXAMEN :—Candidats pour licence de mesureurs de
bois, 1304.

ECOLE POLYTECHNIQUE :—Diplômes d'ingénieur
civil obtenus, 1302.

ERRATUM :—Au lieu de Rapide de l'Original, il faut
lire : Rapide de l'Original, 1311.

FAILLIS :—Bergeron, 1321 ; Cyr & Guité, 1334 ;
Dme Lafond, 1334 ; Many *et al*, 1335 ; Poli-
quin, 1335 ; Silverstone, 1321.

LETtres PATENTES, DEMANDE DE :—La Compagnie
d'Imprimerie le Monde Illustré, 1334 ; La
compagnie de publications commerciales, 1313 ;
Le club Nautique, 1316 ; The Canadian Trans-
fer and Lighterage Coy, 1315 ; The Glee Club

Province of Quebec,
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 50.

In re C. A. Hamel, machinist, of Saint Hyacinth,
Petitioner for assignment ;
and

Many, Hurteau & Baron, shoe manufacturers, of
Saint Hyacinth, Insolvents.

I, the undersigned, Joseph Cyprien Desautels,
notary, of the city of Saint Hyacinth, has been
appointed curator to the estate of the said Many,
Hurteau & Baron, by order of the Honorable Louis
Tellier, judge of the superior court, dated the 29th
day of May last.

Creditors of the said Many, Hurteau & Baron
are required to file their claims at my office, within
30 days from the date of the present notice.

JOS. C. DESAUTELS,
Curator.

No. 7, Saint Denis street.
Saint Hyacinth, 2nd June, 1900. 2432

In re Alfred Poliquin, Quebec, Insolvent.
Public notice is given that a first and final divid-
end sheet has been prepared in this matter, and
that this dividend will be payable at my office, on
the 2nd of July next.

D. ARCAND,
Curator. 2438

Quebec, 16th June, 1900.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 24

MUNICIPALITY ANNEXED :—Several lots of the town-
ship of Stanbridge to the municipality of Bed-
ford, 1304.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices
&c., 1299.

BAR :—*Of Montreal* :—Candidates to study at law,
1320.

Of Saint Francis :—Admission to study at law,
1318.

Section of Bedford :—Candidates to study and
practice, 1319.

Section of Quebec :—Candidates to study, 1319.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—
Legislative Assembly, 1309 ; Legislative Council,
1308.

FARMERS' CLUB :—Formation of :—Municipality of
the township Ponsonby, 1333.

CANONICAL DECREE :—Erecting in cure and parish
part of Saint Laurent, part of Saint Enfant
Jésus and part of Saint Edouard, 1311.

EXAMINATION :—Candidates for license as lumber
cutters, 1304.

POLYTECHNIC SCHOOL :—Civil engineer's diplomas
obtained, 1302.

ERRATUM :—Instead of Rapide de l'Original, read :
Rapide de l'Original, 1311.

INSOLVENTS :—Bergeron, 1321 ; Cyr & Guité, 1334 ;
Dme Lafond, 1334 ; Many *et al*, 1335 ; Poli-
quin, 1335 ; Silverstone, 1321.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—
La compagnie d'Imprimerie Le Monde Illustré,
1334 ; The trades publishing company, 1313 ;
Le club Nautique, 1316 ; The Canadian Trans-
fer and Lighterage Coy, 1315 ; The Glee Club

Teutonia, 1315 ; The John Taylor Coy, 1312 ; The Laurentian Lumber Coy, 1316 ; The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Coy, 1314 ; The Utopia Club, 1313.

LICITATION :—Dme Rambert vs Rambert *et al*, 1323.

LIQUIDATION :—Vente par :—The Shipton Electric Light and Power Coy, 1322.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger en :—Shawbridge, comté de Terrebonne, 1304.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ÉRIGÉES :—Gendreau, 1303 ; L'Anse aux Gascons, 1303 ; La Providence, 1303 ; Sainte-Sabine, 1303 ; Village de Sainte-Anne, 1303.

NOMINATIONS :—*Commissaires d'écoles* :—Saint-Patrice de la Pentecôte, 1299.
Sheriff enjoint :—Ottawa, 1299.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres *pro formâ*, 1301 ; Cour de Magistrat établie à Mistassini, comté Lac Saint-Jean, 1300 ; Pour arrestation d'un criminel fugitif, 1301.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Jean-Charles vs Beullac, 1317 ; Mercier vs Pouliot, 1318 ; Martin vs Giguère, 1317 ; Tailleur vs Legault, 1318 ; Thibaudeau vs Vézina, 1317.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Bailey vs Bowen, 1318.

THE GOLDEN PLACER AND QUARTZ MINING COY :—Autorisée à vendre ses actions, etc., 1304.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation*, etc. :—Cantons Ashburton, 1333 ; Aylwin, 1302 ; Bulstrode, 1302 ; Cabano, 1333 ; Demeules, 1333 ; Wolfe, 1302.

VENTE DE FAILLITE :—Burton, failli, 1321.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 1305.

VENTES PAR LES SHERIFS :

IBERVILLE :—Deserres vs Cousins, 1324.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Castonguay *et al*, 1325.

MONTREAL :—Aquin vs Shannon, 1327 ; Dame Trudeau vs Choquette, 1329 ; Décarie vs Gougeon, 1329 ; Guimond vs Deschamps, 1326 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Murphy, 1326 ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Laurent vs Dame Rochon, 1327 ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Laurent vs Desjardins, 1328 ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Laurent vs Labelle, 1327 ; The Trust & Loan Company of Canada vs Richardson, 1325.

PONTIAC :—Quintal *et al* vs Kervyn *et al*, 1330.

QUÉBEC :—Gignac vs Rivard, 1331 ; Hecht *et al* vs Gauvreau, 1330 ; La cité de Québec vs Soucy, 1331 ; Lampson *et al* vs Green, 1331.

TROIS-RIVIÈRES :—La Banque d'Hochelaga vs St-Laurent *et al*, 1332 ; Martineau vs Magnan, 1332 ; Vandal vs Chevalier, 1332.

Teutonia, 1315 ; The John Taylor Coy, 1312 ; The Laurentian Lumber Coy, 1316 ; The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Coy, 1314 ; The Utopia Club, 1313.

LICITATION :—Dme Rambert vs Rambert *et al*, 1323.

LIQUIDATION :—Sale by :—The Shipton Electric Light and Power Coy, 1322.

SCHOOL MUNICIPALIT :—Application to erect in :—Shawbridge, county of Terrebonne, 1304.

SCHOOL MUNICIPALITIES ERECTED :—Gendreau, 1303 ; L'Anse aux Gascons, 1303 ; La Providence, 1303 ; Sainte Sabine, 1303 ; Village of Sainte Anne, 1303.

APPOINTMENTS :—*School commissioners* :—Saint Patrice de la Pentecôte, 1299.
Joint Sheriff :—Ottawa, 1299.

PROCLAMATION :—Parliament convoked *pro formâ*, 1301 ; Magistrate's court established at Mistassini, county Lake Saint John, 1300 ; For arrestation of a fugitive criminal, 1301.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Jean-Charles vs Beullac, 1317 ; Mercier vs Pouliot, 1318 ; Martin vs Giguère, 1317 ; Tailleur vs Legault, 1318 ; Thibaudeau vs Vézina, 1317.

SEPARATION FROM BEDAND BOARD :—Dme Bailey vs Bowen, 1318.

THE GOLDEN PLACER AND QUARTZ MINING COY :—Authorized to sell its shares, &c., 1304.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation*, etc. :—Townships Ashburton, 1333 ; Aylwin, 1302 ; Bulstrode, 1302 ; Cabano, 1333 ; Demeules, 1333 ; Wolfe, 1333.

INSOLVENTS' SALE :—Burdon, insolvent, 1321.

SALE OF TIMBER LIMITS, 1305.

SHERIFF'S SALES :

IBERVILLE :—Deserres vs Cousins, 1324.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Castonguay *et al*, 1325.

MONTREAL :—Aquin vs Shannon, 1327 ; Dame Trudeau vs Choquette, 1329 ; Décarie vs Gougeon, 1329 ; Guimond vs Deschamps, 1326 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Murphy, 1326 ; The curate and church wardens of the fabrique of the parish of Saint Laurent vs Rochon, 1327 ; The curate and church wardens of the fabrique of the parish of Saint Laurent vs Desjardins, 1328 ; The curate and church wardens of the fabrique of the parish of Saint Laurent vs Labelle, 1327 ; The Trust & Loan Company of Canada vs Richardson, 1325.

PONTIAC :—Quintal *et al* vs Kervyn *et al*, 1330.

QUÉBEC :—Gignac vs Rivard, 1331 ; Hecht *et al* vs Gauvreau, 1330 ; The city of Quebec vs Soucy, 1331 ; Lampson *et al* vs Green, 1331.

THREE RIVERS :—La Banque d'Hochelaga vs St-Laurent *et al*, 1332 ; Martineau vs Magnan, 1332 ; Vantal vs Chevalier, 1332.